Vendredi

L'hebdomadaire [illegible] Soc[illegible]

LEGISLATIVES 93 CULTURE

Cinquième année
- N° 173 -
Vendredi
29 janvier 1993
ISSN 0995-0583
Prix 6,50 F



LES ANNEES LANG

Les plus grandes œuvres au plus grand nombre

Coll. Fondation Saint-Simon

Votre courrier



J'CROIS AU P.S.

Je suis une jeune et récente militante convaincue de la mission d'avenir du P.S. Mais encore faut-il s'en donner les moyens. Nous avons gagné en 1981 parce que nous avions su susciter une adhésion massive à quelques-uns de nos thèmes porteurs : changer la vie, autogestion, solidarité... On nous avait élus sur ces thèmes -nos électeurs étaient prêts à des sacrifices pour les transformer en réalités- et non pour recueillir l'approbation de nos adversaires, pour notre bonne gestion du capitalisme libéral. Tous ces thèmes sont aujourd'hui qualifiés d'utopiques, irréalistes et, donc, de mensongers ou suicidaires.

Et pourtant, on nous parle de mobilisation. Elle semble bien plus irréalisable dans la population avec des thèmes (sociaux-)libéraux réalistes, que nos projets socialistes qui désignaient des buts vers lesquels devait tendre notre action et autour desquels il était possible, et nécessaire, de rassembler. D'autant qu'aujourd'hui la conjoncture est bien différente de ce qu'elle était en 1981, alors que la France était la seule à pratiquer la relance et traînait une réputation non démentie par les faits de mauvais élève.

Nous pouvons définir raisonnablement quelques utopies d'avenir pour revitaliser le message socialiste : aménagement du temps de travail, partage (des revenus, du travail), contractualisation, société de pleine activité...

Je crois que le Parti socialiste a une mission d'avenir mais je crois qu'il doit se situer dans la continuité de son projet historique (mais non dans le passé) et, donc, redéfinir ses objectifs (qui n'ont pas varié) et les moyens d'y parvenir (qui évoluent avec la société) dans la concertation la plus large des militants. Et ce le plus tôt possible, car les élections ne doivent pas être un alibi de plus pour remettre à plus tard, et donc à jamais, cet examen dont chacun a de plus en plus conscience qu'il est indispensable face à une évolution non maîtrisée du "socialisme de gouvernement" et face à une société désemparée et sans projet. Je voudrais cependant dire que cela ne m'empêchera pas de me battre pour les législatives car je crois aussi en la capacité du Parti à se renouveler envers et contre tout...

ANNE SAVARY
Bordeaux (33).

LE TARN EN VEUT

Oubliés le doute, le désarroi, la fatigue accumulés au cours de ces dernières années ; oublié ce militantisme au quotidien, ingrat et obscur, sans quoi rien ne serait pourtant possible ; oubliés les commentaires des médias sur la fin des partis en général et du nôtre en particulier, qui instillent savamment le poison du renoncement...

Oui, ce dimanche 10 janvier, dans la grande salle de la Mutualité, à Paris, que certains retrouvaient avec une pointe d'émotion tant ce lieu de mémoire est riche des grands moments de l'histoire de la gauche, oui, ce dimanche 10 janvier, le tenace brouillard qui emprisonnait l'esprit, ralentissait les réflexes, semait la confusion et faisait perdre les repères, s'est dissipé.

Le principe de faire alterner les interventions de nos responsables nationaux avec les tables rondes et interventions de la salle s'est avéré une bonne méthode. Elle a permis à de nombreux secrétaires de section (pas assez !) de prendre la parole. Pour une fois écoutés, ils espéraient être entendus. Le débat fut à chaque instant franc et direct, et de multiples thèmes purent être traités, concernant le partage du temps de travail, la laïcité, le salaire maternel, l'extrême droite, les retraites, l'environnement, nos alliances, l'éducation... Belle leçon de démocratie qu'il faudra absolument poursuivre ! Comment ne pas apprécier, enfin, la tonalité dynamique de l'ensemble des discours appelant à la mobilisation indispensable et à resserrer les rangs, tant il est vrai que, dans l'adversité, il faut savoir faire preuve de courage et de cohésion ?

Fiers d'être socialistes et décidés à le montrer dans les jours qui viennent, les 1.500 secrétaires de section, après un détour pour beaucoup par la rue de Solferino, où l'accueil fut excellent, sont repartis armés pour affronter, la tête haute, l'échéance électorale à venir. "Là où il y a une volonté, il y a un chemin." Espérons maintenant que notre enthousiasme sera partagé par l'ensemble des militants du Tarn. Nous n'en doutons pas !

En avant !

ANDRE RAUX - *Albi ;*
PHILIPPE GUERINEAU - *Castres ;*
PHILIPPE GONZALES - *Graulhet (81).*

PARTAGE

Jeunes sortant de la scolarité ou de formation, allant de stage en stage, de contrat à durée déterminée... sans emploi à durée indéterminée avant plusieurs années...

Jeunes sous-utilisés en fonction de leur formation...

Salariés hommes et femmes de plus de 50 ans, et maintenant de 40 ans, licenciés...

Jusqu'à quand ces exclusions ? Jusqu'à quand ce partage absurde ?

Des efforts sont entrepris, il y a une différence entre Renault et Peugeot, mais c'est insuffisant. Les idées et propositions nouvelles ne germent pas n'importe où, mais elles n'ont pas trouvé d'échos suffisants.

C'est à nous de dire : "Ça suffit !" Prenons l'orientation de la diminution massive du temps de travail : objectif trente heures hebdomadaires ou... Réexaminons les salaires directs en fonction des qualifications qui ont changé. Réexaminons les revenus en assurant un minimum de ressources à tout citoyen. Utilisons les 400 à 450 milliards consacrés à la réparation sociale, à la promotion professionnelle, humaine, culturelle des laissés-pour-compte, de ce train fou qui laisse les voyageurs sur le quai.

C'est un chantier pour dix ans, mais hommes, femmes de gauche, n'ayons pas peur d'être utopistes ; ne laissons pas les seuls écolos et les gens de droite tenir ce discours.

Les femmes et hommes de gauche sont des gens d'action, alors ne craignons pas d'aller à contre-courant. Martine Aubry a lancé des pistes, alors, allons-y... Osons parler du partage du travail et des revenus.

Aujourd'hui, il vaut mieux être rentier que salarié... Inversons la situation.

YVAN DUCOS
Sarcelles (95).

SOUSCRIPTION NATIONALE ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1993

(A retourner : Parti Socialiste - Trésorerie - 10 rue de Solferino - 75007 Paris)

Nom-Prénom .....

Adresse.....

Ville - Code postal ..... Tél. .....

☐ Souhaite participer activement à la campagne du ***Parti Socialiste*** aux élections législatives de Mars 1993

Ci-joint don de..... francs, le..... Signature .....

Vendredi

10, rue de Solferino 75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ; Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE : *pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom*

DIRECTION
Directeur de la publication : Thierry Mandon
Codirecteur de la publication : François Rebsamen
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secr. de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Révision : Jean-François Gantois (78.53)
Photo : Pascal Lebrun, Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56), Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
Sipa-Press / Courrault / Enguerand / D.R. (couv.) ; T. Vales / Enguerand (pp. 12 et 13) ; F. Marit / AFP (p. 13) ; Gamma (pp. 14 et 19) ; A. Gyori / Sygma (p. 17) ; D.R. (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 148.000 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE INTERIEURE

4 La droite entre invectives et contre-réformes
5 • Comité Directeur : Le PS face aux écologistes
• Laurent Fabius
6 La campagne en Mayenne
7 La campagne à Paris XVIIIe
8 Paul Quilès : la lutte contre la drogue défend la dignité de l'homme
9 Drogue et sida
10 Haute Cour, droit commun ou droit d'exception

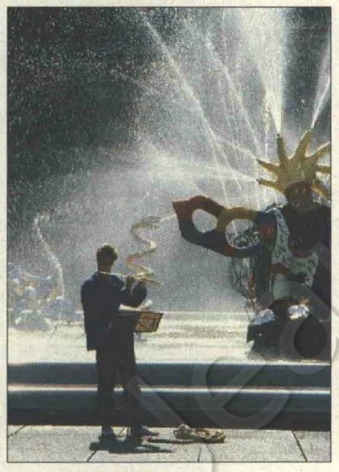
11 à 14 **LEGISLATIVES 93**

Culture

11 Jack Lang : "Les plus grandes œuvres au plus grand nombre"
13 La bataille du livre
14 • Toutes les musiques
• Le sauvetage du cinéma français



▲ *Contre la drogue, Paul Quilès (p. 8).*



▲ *Législatives 93 : Culture (pp.11 à 14).*



▲ *Politique du logement (p. 16).*

POLITIQUE SOCIALE

15 Le partage du travail
16 Politique du logement : locatif social et parc privé

POLITIQUE INTERNATIONALE

17 • La flotte française dans l'Adriatique
• Retour de Macédoine
18 • Mexique et USA, la mano en la mano
• La démocratie en Angola, un bien fragile espoir

CROQUIS

19 • Lettre à...
• Virgil Tanase

CULTURE

22 • Post-scriptum
• Cinéma : "Héros malgré lui"

INVITE

23 Philippe Breton

Claude Estier

22 janv.

Que Yasser Arafat ait pu s'adresser directement aux Israéliens par l'intermédiaire de leur télévision au lendemain du vote de la Knesset mettant fin à l'interdiction de tout contact avec l'OLP conduirait à imaginer le redémarrage du processus de paix au Proche-Orient bloqué depuis plusieurs mois. On n'en est pas encore là, mais une lettre reçue cette semaine d'un ami de Tel-Aviv m'assure que les Israéliens sont de plus en plus nombreux à penser que le moment est venu de négocier avec l'organisation palestinienne.

24 janv.

Je lis dans l'article de tête du "Journal du Dimanche" : "L'air du temps est mou, l'avenir flou, le désarroi général ; en dix ans, la population inquiète a doublé. Pourtant, les conditions de vie des Français, pour l'immense majorité d'entre eux, n'ont jamais été aussi bonnes, malgré la crise, malgré le chômage. Mais ils s'en rendent de moins en moins compte." Ces réflexions renvoient à l'excellent essai d'Alain Duhamel (1) dans lequel celui-ci s'efforce, avec des arguments percutants, d'exorciser les peurs françaises qui rongent le moral de nos concitoyens (la crise, l'Europe, l'immigration, les inégalités, la ville, etc.) et que des politiciens de droite et d'extrême droite entretiennent pour les besoins de leur cause même lorsqu'elles sont largement injustifiées. "Malgré ses angoisses et malgré ses malheurs, écrit Duhamel, malgré ses épreuves et malgré ses humeurs noires, la France reste une nation enviable et même, si l'on accepte de prendre en compte rationnellement les multiples atouts dont elle dispose, une nation privilégiée." Encore faudrait-il, pour que les Français puissent s'en convaincre, que le débat politique soit lui-même plus rationnel. La façon dont l'opposition engage la campagne électorale ne laisse pas penser qu'on en prend le chemin.

25 janv.

De dimanche en dimanche, les dirigeants du RPR et de l'UDF s'emmêlent un peu plus les pieds dans ce débat fumeux sur la cohabitation qu'ils ont imprudemment ouvert. Dans un premier temps, ils ont cru qu'en parlant fort ils contraindraient le président de la République à se retirer en cas de victoire écrasante de l'opposition en mars prochain. Puis, ils ont compris que François Mitterrand est bien décidé à demeurer à l'Elysée jusqu'au terme normal de son mandat. Alors, les uns se sont mis à parler de "cohabitation de combat" alors que d'autres soulignaient que la France ne pouvait s'offrir une crise de régime. La difficulté ne s'arrête pas là ; la cohabitation acceptée, la question est évidemment de savoir qui sera premier ministre. Certes, les candidats ne manquent pas, non plus que les messages plus ou moins discrets adressés en haut lieu par certains d'entre eux. Mais l'affaire redevient un terrain de conflit entre les deux patrons de l'opposition. Giscard d'Estaing qui, il y a quelques semaines encore, fulminait contre toute idée de cohabitation, se voit désormais très bien à Matignon. Du coup, au grand dam de Balladur, plusieurs dirigeants du RPR poussent Chirac à ne pas laisser la voie libre à son éternel concurrent. Et c'est reparti pour un tour ! La suite du feuilleton dimanche prochain...

26 janv.

Charles Pasqua, qui n'est à l'aise que dans l'outrance, a osé comparer le Parti socialiste à un "système maffieux". Voilà un mot que l'ancien chef du SAC devrait éviter de prononcer lui qui, entre autres choses, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, avait rétabli les machines à sous dans les casinos dont Lionel Jospin a justement rappelé qu'il s'agissait de l'un des circuits de blanchiment de l'argent utilisés par la Maffia, la vraie, celle qui tue !

(1) "Les Peurs françaises", Flammarion.



la droite entre invectives et contre-réformes

Malgré le coup de pinceau qu'elle tentait de se donner en se dotant des vertus de la réforme, la droite reste la droite, éternelle et réactionnaire. Chassez le naturel, il revient au galop...

Les injures proférées par le bateleur patenté de la droite, Charles Pasqua, n'ont été démenties par personne de son camp. Qui ne dit mot consent et confirme. Le chef du RPR au Sénat s'est illustré dans la plus pure tradition de l'invective pratiquée par l'extrême droite de Gringoire, Léon Daudet, et, plus proche de nous, Le Pen, avec ses jeux de mots graveleux... Philippe Séguin en a même rajouté : "La seule façon de se faire entendre est de s'exprimer comme lui." Et tant pis pour M. Balladur qui tentait de donner à ses amis un vernis de respectabilité et de modernité avec le thème de la réforme et le respect intangible des institutions.

APPELS À LA GUERRE CIVILE

Les socialistes ont, eux, répliqué sans tarder. Dès dimanche soir, Lionel Jospin rappelait que Pasqua avait relancé les jeux dans les casinos depuis le ministère de l'Intérieur, en 1987. Jean-Jack Queyranne l'a récusé comme "témoin de moralité". Le premier ministre, Pierre Bérégovoy, a condamné "ces cris de revanche qui sont des appels à la guerre civile entre Français." Jean Auroux, président du groupe à l'Assemblée nationale, a rappelé "le passé trouble du sénateur RPR". Pierre Mauroy a souligné "qu'un citoyen ordinaire, pour de tels propos, relèverait des tribunaux". Quant à Laurent Fabius, attaqué personnellement par les propos venimeux de Pasqua, il se bornait à renvoyer ce "Fernandel sans talent" à ses excès "au niveau de leur auteur, assez médiocre". Il a préféré, lors du Club de la Presse, mettre l'accent sur les dangers que ferait courir à la France un raz-de-marée de droite à l'Assemblée nationale.

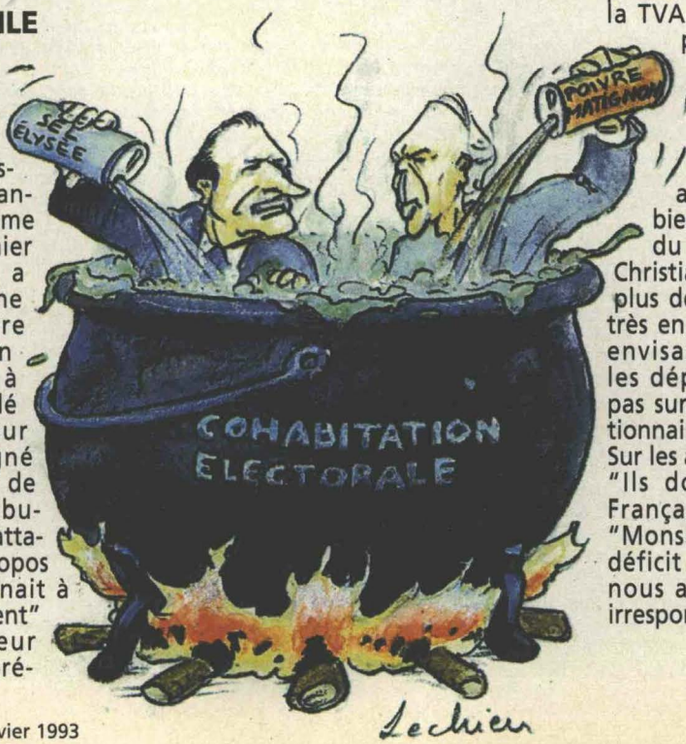
"ILS VONT TOUT BALAYER"

"Ils vont tout balayer", a-t-il prévenu en revenant sur la menace qu'ils font peser sur les acquis de la gauche. De fait, les sondages qui se succèdent illustrent un décalage assez net entre la volonté des Français et les résultats qui découleraient de leur vote. Ainsi, dans "Le Figaro", 44% des Français disent souhaiter voir l'UPF (si elle continue d'exister...) arriver au pouvoir. Ce chiffre n'a pas changé depuis 1986, et pourtant, les votes prévus donneraient, s'il faut croire les projections, une Assemblée à 80% de droite !
Les injures et les invectives de Pasqua ont cela de bon qu'elles arrivent fort à propos pour masquer les failles et les projets.
Les failles, ce sont d'abord les divisions. Nous ne viendrons jamais à bout de l'interminable feuilleton de la concurrence Chirac-Giscard. Cette fin de semaine, il rebondit encore. Pendant qu'Hervé de Charette plaide pour VGE à Matignon, Patrick Devedjian l'envoie, lui, à l'hospice en riant : "Giscard est toujours candidat à tout"... On croirait voir les "Guignols de l'info" de Canal Plus. L'un plaide pour l'acceptation des règles constitutionnelles et la cohabitation sans dire ce qu'il fera. L'autre refuse le compromis, mais s'autoproclame à Matignon en assurant qu'il se fait fort de venir à bout du septennat présidentiel, au besoin en faisant descendre les électeurs dans la rue. Bravo pour un ancien président de la République ! Le couple infernal n'en finit pas de régler ses comptes en divisant la droite, ce qui rend terriblement aléatoire la formation et la gestion d'un gouvernement commun comme la conduite d'une politique commune.
Les projets, ce sont les "réformes" annoncées à grands renforts de tambour. Une façade pour faire paravent à la volonté de réaction des dirigeants de droite. Qu'on en juge, dans son ouvrage, "Le Dictionnaire de la réforme", Edouard Balladur oppose les réformes qui ont réussi à celles qui ont échoué et il range dans la première catégorie celles de Margaret Thatcher et, dans la seconde, celles des septennats de François Mitterrand. Les Français apprécieront...

432 MILLIARDS DE CADEAUX AUX PLUS RICHES ET AUX ENTREPRISES

Les projets, c'est aussi la note à payer des quelques annonces de l'un ou l'autre. Le directeur de campagne du Parti, Christian Pierret, les a dénichées et chiffrées. Ainsi, pour les allègements d'impôt (212 milliards) et les plus importantes mesures (220 milliards), la somme atteint 432 milliards de francs de dépenses supplémentaires par an. Dans ce total, la baisse du taux maximal de l'IRPP -cadeau aux plus riches- atteint à elle seule 40 milliards de F et la suppression d'un mois dans le paiement de la TVA par l'Etat -cadeau aux entreprises-, 90 milliards. Le déficit du budget se chiffrerait alors à plus de 5% du PIB alors que ce taux ne peut excéder 3% dans les pays de la CE pour arriver à la monnaie unique. Quant aux recettes, elles proviendraient, bien sûr, des privatisations. Or, l'état du marché ne permet pas, assure Christian Pierret, de mettre en Bourse plus de 15 à 20 milliards de F par an, très en dessous des besoins ! La droite envisage aussi des économies dans les dépenses publiques, mais ne dit pas sur quoi. Sur les salaires des fonctionnaires ? Sur les aides au logement ? Sur les aides aux agriculteurs ?
"Ils doivent s'engager devant les Français", réclame Christian Pierret, "Monsieur Balladur est champion du déficit budgétaire. Chiffres en mains, nous affirmons que ses projets sont irresponsables."

Lyne Cohen-Solal



COMITE DIRECTEUR

le PS face aux écologistes

A deux mois des élections, les socialistes ont tenu un comité directeur mercredi pour réaffirmer le cadrage de la campagne et faire le point sur les investitures. Le PS est en ordre de marche.

Trouver le ton juste d'une joute électorale s'avère toujours difficile. C'est pourquoi les responsables socialistes ont essayé de cadrer au plus près le débat. "La tonalité de la campagne doit être empreinte de modestie et de fermeté, a affirmé Gérard Lindeperg. Modestie, car nous n'avons pas tout réussi, mais aussi fermeté sur notre projet. Il nous faut savoir écouter si nous voulons être entendus." Christian Pierret, directeur de campagne, a précisé les thèmes sur lesquels doivent se mobiliser les socialistes : "Nous nous battrons contre les nouvelles frontières sociales que veut imposer la droite. Si l'opposition revient au pouvoir, cela signifie l'abandon de la lutte contre le chômage au profit du SMIC à plusieurs vitesses, le démembrement de l'appareil éducatif et universitaire et la dégradation de la politique de la ville et du logement social. Le PS doit s'affirmer comme le défenseur de la cohésion sociale, de la démocratie dans la solidarité et d'un autre mode de croissance, moins productiviste, prenant en compte l'environnement. Nous ne partons pas battus d'avance."



UNE CONTRADICTION

Selon Lionel Jospin, "il faut s'appuyer sur les points indiscutables du bilan et admettre nos insuffisances tout en les relativisant car c'est nécessaire pour rebondir." Et d'ajouter : "Nous devons mener une campagne offensive contre la droite, sur ce qu'elle a fait entre 1986 et 1988 et ses incohérences. Le PS doit être le corps de bataille de la campagne." A l'égard des écologistes, Lionel Jospin s'est interrogé : "Il existe une contradiction entre le besoin de critiquer les écologistes en tant que compétiteurs et en même temps l'envie d'adopter une retenue dans cette attitude car nous savons bien que la sensibilité de leur électorat n'est pas éloignée de la gauche. Il faut prendre le risque de la critique mais affiner notre discours." Jean-Luc Mélenchon s'est également préoccupé des écologistes : "Comment projeter toutes nos forces pour faire l'amalgame entre le PS, le PC et les écologistes ? L'enjeu de cette élection, c'est l'ancrage à gauche des écologistes. Il faut donc les interroger sur leurs positions." Didier Motchane a dénoncé le "parler vrai selon lequel la France bénéficierait de la plus forte cohésion sociale d'Europe alors que le chômage y est très important", annonçant qu'avec ses amis de Socialisme et République il se proposait de "rebâtir la vieille maison pour sauver la gauche."

OMBRE ET LUMIERE

Laurent Fabius a également commenté la campagne : "Il faut aboutir à ce que la dispersion de la gauche ne joue pas lors du second tour. C'est pourquoi il s'agit d'une campagne droite-gauche. Cet axe est le seul qui nous permette de définir notre identité et de mettre en difficulté les électeurs écologistes issus de la gauche.
La défense de notre bilan ne passe que si nous faisons la part de l'ombre et de la lumière. Il ne faut donc pas oublier le chômage mais insister sur la confiscation des pouvoirs (Sénat, conseils généraux, régions et peut-être Assemblée nationale) si la droite revenait massivement au pouvoir. Ou seraient alors les défenseurs des Français ? Comment jouerait la démocratie ? Nous devons amplifier le questionnement politique à l'égard des écologistes qui ont le cœur à gauche. Nous devons être offensifs et rassemblés."
En ce qui concerne les candidatures, il reste une vingtaine de circonscriptions dont les désignations seront officialisées lors du prochain bureau éxécutif. Le PS assume une soixantaine de soutiens extérieurs à des candidats de rassemblement (trente- sept au bénéfice du MRG, une dizaine dans d'autres circonscriptions de métropole et une dizaine outre-mer). Enfin, les socialistes ont réaffirmé la position qu'ils ont prise la semaine dernière à propos des candidats présentés par le Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement : "Tout membre du Parti socialiste qui se présentera contre un candidat régulièrement investi ou soutenu par le Parti se mettra de lui-même en dehors du Parti et sera réputé exclu." Autrement dit, il est interdit de jouer sur les deux tableaux...

Jean-Pierre Bedeï

Equilibre

La droite domine déjà le Sénat ainsi que la quasi-totalité des conseils régionaux. Elle a la maîtrise des trois quarts des conseils généraux. Elle dirige la majorité des communes. Elle contrôle l'essentiel du pouvoir économique et financier ainsi qu'une grande partie du pouvoir médiatique.
On nous dit qu'elle risque maintenant de s'emparer de 80% des sièges à l'Assemblée nationale, que le RPR, à lui seul, pourrait approcher, voire dépasser la majorité absolue, qu'il mettrait en cause, en passant, la présidence de la République.
Du même coup, apparaît l'un des enjeux principaux de la campagne électorale : tout simplement, mais fondamentalement, la main mise de la droite sur notre démocratie. Le vote à gauche doit jaillir de tous ceux qui veulent l'équilibre des pouvoirs dans notre pays.

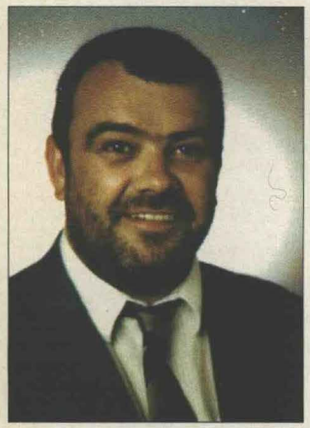
Laurent Fabius

LE SCANDALE HOOVER

L'annonce par le groupe américain Hoover de la fermeture de son unité de Côte-d'Or (600 salariés) pour accroître celle de Cambuslang, en Ecosse, a provoqué de vives réactions au comité directeur. Jacques Delors a regretté que le rapport des forces sur le marché du travail aboutisse à un tel résultat et a précisé qu'aucune aide européenne n'était allée à Hoover pour cette opération.
Pour Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'Industrie, ce qui l'a emporté, c'est la régression sociale, inacceptable. "La France déposera plainte", assure-t-il. "Voilà où conduisent douze années de thatcherisme et la faiblesse syndicale qui en résulte." Michel Debout a dénoncé le "partage du travail" effectué par Hoover en Europe et en a appelé au Parti socialiste européen.

en Mayenne, terre de mission de la gauche

Le premier fédéral de Mayenne, Alain Pers, est un socialiste exigeant et souriant. Deux traits de caractère qui vont marquer sa campagne pour les législatives.



▲ *Alain Pers, premier fédéral, est l'arbitre de joutes enflammées.*

"Ce devait être une campagne a minima. Ce sera une campagne normale." L'engrenage, même lorsque l'on part avec des chances mesurées, comme Alain Pers qui s'engage dans une circonscription acquise à la droite depuis... toujours. C'est la Mayenne et ses 600 châteaux (pour 270 communes). Terre de mission pour les socialistes qui sont cependant à la tête des trois plus grosses villes de ce département rural (Laval, Mayenne et Château-Gontier).

Ce jeudi, à 20 h 30, rues désertes à Château-Gontier. Jusqu'à ce que quelques silhouettes -conspirateurs ?- se glissent jusqu'à l'ancienne mairie. Dans la salle des mariages, Alain Pers, jeune premier secrétaire fédéral (39 ans), accueille les secrétaires de section de la circonscription pour préparer sa campagne. Joues rondes sous une barbe clairsemée. Il masque son attention derrière un sourire entier.

Le menu est copieux : doit-on organiser une réunion publique, avec qui et où ? Combien de réunions locales ? Quelle présence sur le terrain ? Quelle attitude à l'égard des adversaires ? Sollicite-t-on les entreprises pour le financement ? Et quels thèmes mettre en avant ? Autour de trois tables disposées en U, les participants (une quinzaine) livrent leurs sentiments. "Contrairement à ce que l'on pense, les gens vont demander des explications", affirme l'un. "Moi, je n'y crois pas, ils écoutent les grands médias." Les réunions publiques locales ne font pas l'unanimité : "Si l'on veut voir les gens, mieux vaut faire les marchés, comme pour le référendum sur Maastricht. Tu te fais accrocher, mais c'est là que tu te défends le mieux."

Va pour les marchés. "Mais tu ne touches pas les ouvriers", s'inquiète un autre. "Il faut reprendre les bonnes vieilles méthodes, faire les sorties d'usine", propose Alain Pers. "Dans ma commune, rétorque un secrétaire de section, pour voir du monde, c'est la sortie de la messe qu'il faut assurer."

Sur le fond, tous s'accordent à défendre le bilan. Tandis que les questions agricoles seront un passage obligé (Alain Pers a été l'un des premiers fédéraux séquestrés l'année dernière). Et l'emploi s'impose rapidement comme le sujet obligatoire. "Il faut tenir un langage de vérité, reconnaître que l'on n'a pas réussi, affirme Georges Garot, secrétaire national à l'agriculture et suppléant d'Alain Pers. "Mais qu'est-ce que tu dis à un bonhomme, marié, deux enfants, qui vient de se faire licencier de chez Duschmoll et a les crédits de sa maison sur le dos ? Tu lui parles de la crise aux Etats-Unis ? Tu lui dis que c'est pire en Allemagne ?", s'impatiente le candidat. Georges Garot évoque l'initiative européenne de croissance, les limites nécessaires au tout robotisation. Ils jonglent, tous, déchirés entre une défense appliquée et pathétique du franc fort, des contraintes internationales et le désir sincère de formuler la proposition qui donne un peu d'espoir. Corde raide. Chassez le naturel, il revient -heureusement- au galop. Quand l'un évoque les nouveaux débouchés possibles, à l'Est notamment, l'autre s'insurge : "Mais cela revient à vouloir exporter notre civilisation. Est-ce qu'ils en veulent ?"

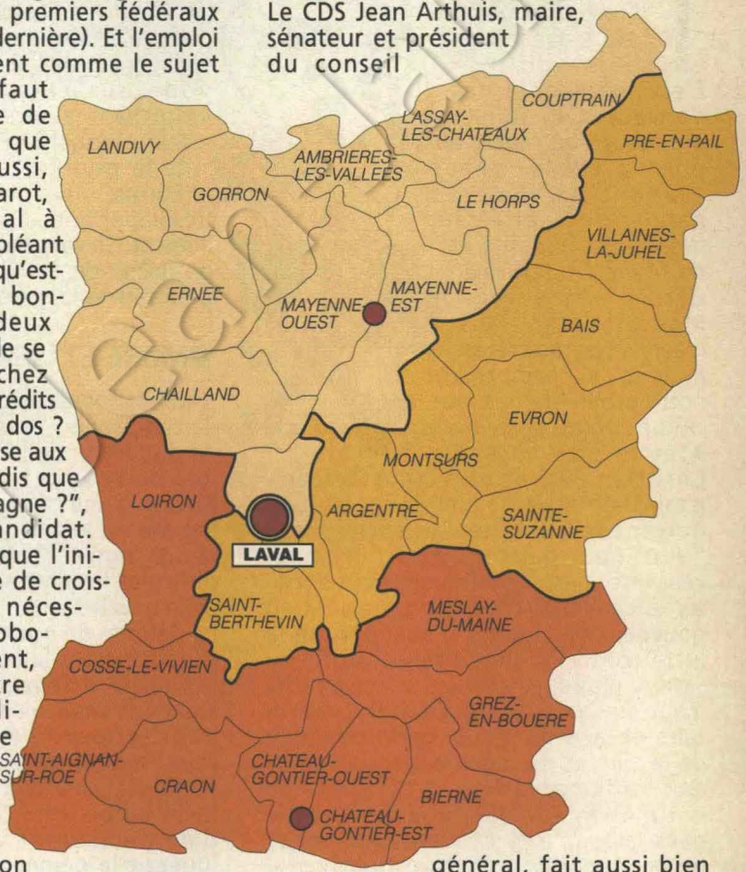
Alain Pers est l'arbitre de ces joutes enflammées. "On ne va pas s'emmerder", lâche-t-il toutes les dix phrases, comme pour relativiser le sérieux de cette candidature à la députation. Il a déjà donné pour des municipales, des cantonales. Souvent des causes perdues d'avance. En revanche il s'est abstenu à l'occasion d'élections à la proportionnelle. "Trop peur d'être élu", dit-il sans rire. "Déjà, au plan local, le pouvoir donne le tournis !" Les dérives et tentations du pouvoir, il les craint et cherche comment en préserver les hommes. Son dada, c'est la lutte contre le cumul des mandats. Un seul mandat à la fois, deux consécutifs dans le temps, propose-t-il. "C'est l'esprit même des mandats qui est perverti. Quand on demande à un conseiller général pourquoi il est élu, il répond : pour défendre mon canton ! C'est faux, un mandat est fait pour gérer une circonscription administrative."

Le cumul des mandats sera donc un autre thème fort de la campagne. D'autant que, dans le département, les exemples à ne pas suivre sont légion. Ainsi, si de Gastines, le concurrent d'Alain Pers, est réélu en mars, il pourra afficher à la fin de ce nouveau mandat trente ans de députation.

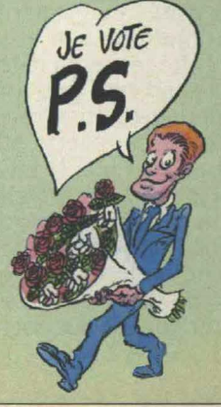
Le CDS Jean Arthuis, maire, sénateur et président du conseil général, fait aussi bien dans un autre genre.

Intransigeant, Alain Pers sait être aussi reconnaissant pour des actes de militantisme pur : "Certains ont fait plus de 40 kilomètres pour venir ce soir", constate-t-il, un rien admiratif.

M.T.



◆ **DES CAMPAGNES LEGALEMENT DISCRETES**



Beaucoup de commentaires en ce moment sur la campagne électorale qui ne démarrerait pas. Comme on l'a déjà constaté lors des dernières élections cantonales et régionales, les lois du 11 mars 1988 et du 15 janvier 1990, en plafonnant les dépenses électorales (400.000 F pour les petites circonscriptions, 500.000 F pour les plus grandes, ce qui est vite atteint), limitent les débauches publicitaires auxquelles on était habitué auparavant. Tous nos candidats en ont reçu le mode d'emploi (cf. le dossier du candidat dans les pages vertes) et respectent les prescriptions de ces lois qui, outre le contrôle des dépenses, en organisent un financement clair.



Christophe Caresche et Claude Boucher quadrillent systématiquement leur circonscription du XVIIIe arrondissement.

sur le pavé parisien, le défi des socialistes

Le pot de terre contre le pot de fer. C'est un peu l'image que donnent les législatives à Paris entre les socialistes et la droite. Cela n'empêche pas Christophe Caresche de défier Alain Juppé dans le XVIIIe.

A Paris, fief chiraquien, le PS aura fort à faire pour ne pas être laminé. Mais, sans se décourager, ses candidats se sont mis en campagne. A l'image de Christophe Caresche, 32 ans, conseiller de Paris et conseiller régional d'Ile-de-France, qui brigue pour la première fois un siège de député dans le XVIIIe arrondissement face à Alain Juppé. Il quadrille de manière méthodique sa circonscription à forte concentration d'immigrés, en compagnie de Claude Boucher, sa suppléante. "Je suis socialiste parce que je crois à l'avenir de la gauche", proclame-t-il fièrement dans ses affiches et ses tracts. Une profession de foi dont l'optimisme ne manque pas d'interpeller les commerçants auxquels Christophe Caresche rend visite en cet après-midi de janvier, flanqué d'une demi-douzaine de militants. "Vous croyez à l'avenir de la gauche, vous ? Mais alors, avec quelques modifications, non ?", lui rétorque un pied-noir qui tient un magasin de vêtements, rue Ordener. "Avec des renouvellements, répond Caresche. Mais si la défaite est trop sévère, il sera très dur de revenir et de refaire le chemin des années 70." "De toute façon, reprend le commerçant, je suis persuadé que la droite ne changera rien du tout. Ce sont les données internationales qui commandent. La gauche devrait revoir les charges sociales des entreprises. Elles sont trop lourdes. On devrait pouvoir faire la différence entre les PME et les grosses boîtes. Ici, on parle beaucoup d'immigration, mais ce n'est pas cela qui cause les difficultés. Certes, il faut la réglementer, mais on a toujours eu besoin de l'immigration. Il faut la concevoir comme un melting-pot et non comme un bouc émissaire."

Un peu plus loin, la patronne d'un magasin de peinture commente les prochaines élections : "On a l'impression que ça va changer. Mais les Parisiens sont découragés, déprimés face à l'immigration qu'on nous impose. Ils ne supportent plus leur environnement. Mes clients pensent qu'il y a trop d'immigrés et qu'on a du mal à cohabiter." Caresche l'interrompt : "A qui adressez-vous ces reproches ?" "Aux deux bords politiques, lui répond-elle. Des deux côtés, il y a des gens valables et des rêveurs. Mais il faut mettre en œuvre des idées plus terre à terre. Enfin ! Je vous trouve courageux de faire ainsi la tournée car vous entendrez plus de reproches que de compliments..." Christophe Caresche quitte les lieux : "Il faut être à l'écoute, c'est ce que je fais."

Au coin du boulevard Barbès, le gérant d'une boutique de sport manie l'ironie : "Vous vous présentez pour le PS ? Eh bien, vous êtes courageux. Les gens ne savent pas trop pour qui ils vont voter. Ils sont surtout préoccupés par l'immigration. Ils commencent à comprendre que les problèmes sont plus compliqués que ne le dit Le Pen. En revanche, celui qui a travaillé pendant des années et qui est dérangé par une bande d'immigrés, il s'inquiète pour l'avenir. Ici, ce qui marche, c'est l'idéologie sécuritaire."

Christophe Caresche s'éloigne pour aller rejoindre Daniel Vaillant, député de la circonscription voisine, qui souhaite le présenter à quelques électeurs. Les contacts se font plus encourageants. Le responsable d'un cabinet dentaire donne son accord pour figurer sur le comité de soutien. Une vieille sympathisante renouvelle sa confiance. Christophe Caresche échange ses coordonnées avec un jeune de la communauté juive, fortement représentée dans le quartier. Enfin, cette tournée se termine par un gag. Le candidat socialiste se présente à un marchand de hifi comme l'adversaire de Juppé. "Ah Juppé !, réplique le commerçant. Il m'a rendu un grand service. Il obtenu pour moi un appartement. Cela faisait dix ans que j'attendais." Le bras droit de Chirac est entré en campagne. Avec ses moyens...

Christophe Caresche regagne le local de la section. Pour la deuxième phase de sa campagne, il envisage de préparer un questionnaire, sur des sujets de fond comme le partage du temps de travail, qu'il glissera dans les boîtes aux lettres de sa circonscription. Puis il organisera quatre réunions sous les préaux pour répondre aux interrogations de la population. Son objectif final : constituer un front anti-Juppé pour le second tour avec les écologistes et les autres forces de gauche. Si la campagne de terrain qu'il mène atteste des difficultés de l'actuelle majorité, elle démontre également que la droite est loin de susciter l'enthousiasme parmi les électeurs.

J.-P.B.

Cette loi est d'autant mieux respectée qu'on a vu, lors des dernières échéances, que les juges de l'élection n'hésitent pas à en appliquer toute la rigueur (principalement invalidation de l'élection et inéligibilité du candidat fautif pour un an) en cas d'infraction.

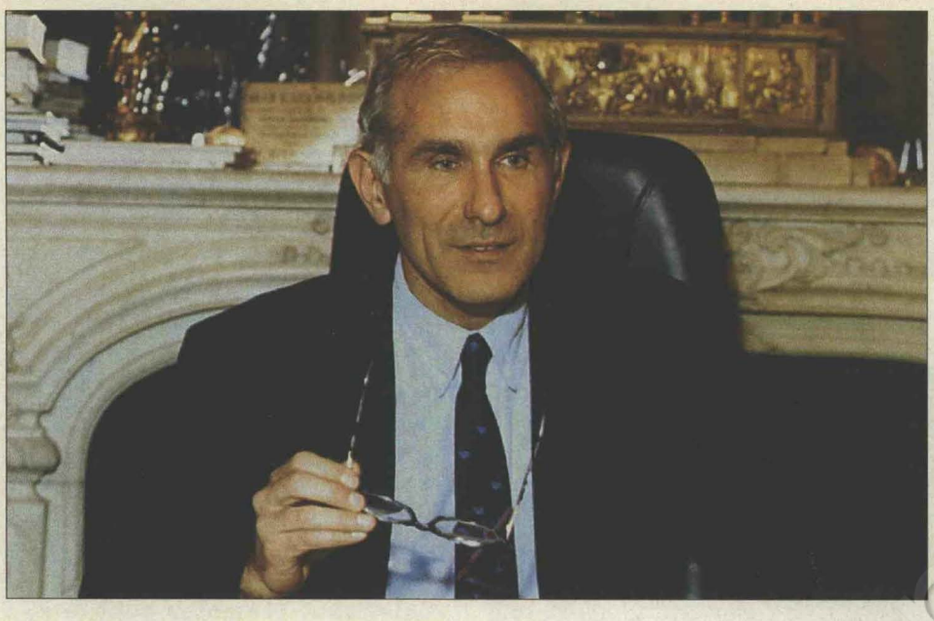
Raison de plus pour être vigilant à l'égard de ses adversaires. En surveillant leurs dépenses tout d'abord. Tout doit être pris en compte, y compris, par exemple, les frais d'organisation d'un meeting dont les dépenses doivent être réparties entre les comptes de campagne des candidats qui y seront soutenus.

Attention aussi à ne pas se faire manipuler : il suffit, pour qu'une dépense soit prise en compte, qu'elle ait été engagée "pour le compte du candidat" même si elle n'a pas reçu son accord. Rien de plus simple, dès lors, que de diffuser massivement un document "pour le compte" d'un de ses adversaires. Dans ce cas, une seule solution : faire constater par huissier et porter plainte.

Enfin, et c'est heureux, le travail militant n'est pas comptabilisé (mise sous pli, porte-à-porte, collage...) non plus que les dépenses non exposées directement au profit d'un candidat (tract ou affiche thématique du parti, par exemple).

Bon courage et servez-vous au mieux des bonnes lois que les socialistes ont fait adopter.

Jacques Goubin



Paul Quilès.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

le combat des socialistes défend la dignité de l'homme

Pour lutter contre la toxicomanie, vaut-il mieux réprimer ou libéraliser ? L'arrivée du sida ne change-t-elle pas la donne ? Considéré, depuis le rapport Broussard, comme un partisan du tout-répression, Paul Quilès explique sa position. Plus nuancée qu'on ne l'a dit.

La France est le seul pays européen qui sanctionne à la fois l'usage des drogues dures et des drogues douces. Or, nous sommes aussi un des pays qui comptent le plus grand nombre de drogués. Comment l'expliquez-vous ?

Paul Quilès, ministre de l'Intérieur. Le combat des socialistes a toujours été un combat pour la dignité de l'homme, contre toutes les formes d'oppression, y compris cet esclavage moderne qu'est la drogue. Une autre valeur des socialistes, c'est le respect du droit. La répression de la drogue est régie par la loi de 1970 qui n'a pas été abrogée.

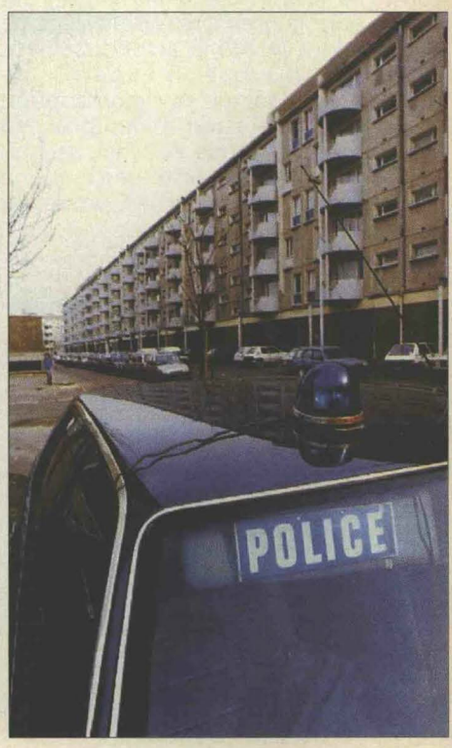
Je suis ministre de l'Intérieur. Mon rôle est de faire appliquer la loi. 80% des Français considèrent que cette loi est bonne, mais ce n'est bien entendu pas une raison pour ne pas en discuter. A condition de poser correctement les termes du débat. La France n'est pas le pays qui compte le plus grand nombre de drogués, tant s'en faut ! Il y a 300.000 toxicomanes en Italie, autant en Espagne, 200.000 en Allemagne (avant l'unification), 200.000 en Angleterre, un million d'héroïnomanes aux Etats-Unis et environ 150.000 en France. Contrairement à ce que vous avez dit, ce chiffre est donc plus faible que dans les autres pays. Je ne m'en satisfais pas pour autant. 150.000 héroïnomanes, c'est 150.000 atteintes à la dignité de l'homme.

Pour des dizaines de milliers d'individus et leur famille, la drogue, c'est le malheur. Des gens vivent de l'exploitation de ce malheur. Ces gens-là se retrouvent tout au long d'une chaîne qui va du producteur en Colombie, au Maroc, au Liban, dans le Sud-Est asiatique jusqu'au petit revendeur de quartier en passant par l'intermédiaire et le trafiquant.

Songez que le trafic de drogue à travers le monde représente une masse financière aussi importante que le commerce international de pétrole brut ! Les gens qui trafiquent puis blanchissent l'argent de la drogue appartiennent à des organisations criminelles qui peuvent déstabiliser des pays entiers, des pays producteurs comme la Colombie jusqu'aux démocraties. Leurs méthodes sont élaborées. Parfois, ils vont trouver des familles en difficulté, proposent aux jeunes un "petit boulot" de revendeur et prennent même en charge les vacances des enfants... contre un petit service. C'est ainsi que, petit à petit, la drogue pénètre notre société. On constate que, dans certains quartiers, le développement de la délinquance est directement lié à l'augmentation de la consommation de drogue. S'il n'y avait pas de consommation, il n'y aurait pas de revendeur ; s'il n'y avait pas de revendeur il n'y aurait pas de consommation. Il est clair que tout se tient. Il faut donc s'attaquer à tous les maillons de la chaîne.

Peut-on aujourd'hui combattre la drogue sans prendre en compte l'épidémie de sida et les milliers de jeunes infectés par des seringues souillées ?

Bien évidemment, il faut en tenir compte. La lutte contre le sida n'est pas dans mes fonctions ministérielles. Mais j'y suis très attentif. Je ne suis pas opposé aux camions d'échange de seringues à condition, comme nous en sommes convenus avec l'organisation Médecins du monde, qui fait fonctionner un camion à Paris, que ces interventions n'interfèrent pas avec des opérations policières antidrogue. Je vous rappelle, en outre, que les pharmacies doivent vendre des seringues. Seule une sur deux se plie à cette obligation légale ! Lutter contre le sida, lutter contre la drogue sont deux combats qui doivent être menés parallèlement. N'oublions pas non plus que la réduction du nombre de toxicomanes contribuera à réduire le risque de transmission du sida. Cela étant, il ne faut pas limiter l'action du gouvernement en matière de drogue à ce que je fais dans mon domaine. Mon rôle, c'est notamment la répression indispensable et incontournable. Le combat contre le développement de la drogue s'inscrit dans une lutte globale qui inclut la lutte contre l'exclusion, contre la détresse des banlieues et contre la misère.



Quand 21% des 12-50 ans et un lycéen sur quatre déclarent avoir fumé du haschich occasionnellement, peut-on considérer qu'il s'agit d'une pratique délinquante ? Pensez-vous mettre en prison des jeunes qui transportent quelques doses dans leur jean ?
Je n'ai évidemment jamais dit qu'il fallait déférer un quart des jeunes Français devant la justice. Soyons sérieux. Si l'on n'écrivait pas le contraire de ce que je dis, on ne me prêterait pas des propos absurdes. Chacun sait que, lorsqu'un jeune fumeur occasionnel est interpellé, le juge a une attitude qui se traduit, en général, par une simple remontrance.

> **LUTTER CONTRE LE SIDA, LUTTER CONTRE LA DROGUE, DEUX COMBATS PARALLELES**

Reste que fumer n'est pas un acte anodin. Que les adultes inculquent aux jeunes que fumer un petit joint n'est pas grave me semble dangereux et même irresponsable. Car le haschich ne s'achète ni à la pharmacie ni à l'épicerie mais auprès de gens qui touchent à des milieux proches du grand banditisme. Ces jeunes peuvent être amenés à se voir proposer un autre type de drogue. Parce que ces revendeurs ont besoin, eux, d'avoir des consommateurs et qu'ils ne vendent pas que du cannabis ! Le discours que l'on entend parfois et qui consiste à dire que la police s'occupe du lycéen de dix-sept ans qui fume du hasch, mais pas du gros trafiquant, est parfaitement démagogique. Je suis bien placé pour vous dire que notre principale cible, c'est le trafic, qui est l'objet de tous nos efforts.

Certains estiment que libéraliser la vente du haschich, permettre la prescription médicale de l'héroïne serait une manière d'enrayer le trafic international. Que leur répondez-vous ?
Vous ne voulez quand même pas que l'Etat devienne un Etat-revendeur. Cette disposition contribuerait peut-être à diminuer les prix, mais aussi à augmenter la consommation ! Et il n'est pas sûr du tout que les cartels maffieux cesseraient leur activité criminelle. Je suis même convaincu du contraire. En revanche, cela contribuerait à relancer le marché. Il ne faut pas vouloir appliquer à un phénomène de société une solution d'économiste. La drogue n'est pas un produit ordinaire. C'est un poison pour l'individu, pour la société, pour l'économie et même pour la démocratie.

Propos recueillis par Bernard Chaouat et Patricia Jaffray

drogue et sida

Développer les programmes d'échange de seringues est devenu le cheval de bataille des spécialistes de la prévention du sida chez les toxicomanes

Willy Rozenbaum, Claude Olievenstein, Daniel Defert, fondateur de l'association Aides (lutte contre le sida), tous l'ont dit, répété, affirmé avec force à la commission d'enquête parlementaire sur la transmission du sida : "La toxicomanie est aujourd'hui le principal vecteur de contamination par le virus du sida. La non-prise en charge des toxicomanes est responsable d'infiniment plus de contaminations que ne l'a été la transfusion sanguine. Chaque année, des milliers de jeunes sont contaminés par des aiguilles souillées. Or, ni la société ni les pouvoirs politiques n'ont pris la mesure du danger."
On estime aujourd'hui en France à 150.000 le nombre d'héroïnomanes. 40% d'entre eux seraient séropositifs. Il ne s'agit pas d'un mal marginal touchant des populations isolées dont l'homme ou la femme de la rue seraient séparés par on ne sait quel mur protecteur : "Les toxicomanes ne sont pas des Martiens, ce sont nos enfants, ils ont des rapports sexuels avec d'autres enfants qui ne sont pas toxicomanes et qu'ils contaminent. Il va bien falloir en passer par un débat de société", souligne Claude Olievenstein (1).
Dans ce contexte, "il faut trouver un équilibre entre dimension répressive, soins et prise en charge des toxicomanes, estime Claude Pigement, délégué national à la santé du PS. A partir du moment où le sida a changé les choses, l'Etat doit aider les toxicomanes à ne pas devenir sidéens."
La plupart des spécialistes, le ministre de la Santé en tête, militent pour le développement des programmes d'échange de seringues : "C'est le principal moyen de réduire chez les toxicomanes les risques de contamination par le VIH, soulignait Bernard Kouchner, le week-end dernier, au cours d'un colloque sur les politiques comparées de santé publique de Paris, Londres et New York. Ils permettent en particulier d'entrer en contact avec des toxicomanes marginalisés qui n'ont aucun lien avec les structures de soins." En Grande-Bretagne, les programmes d'échange de seringues ont fait leurs preuves : à Londres, le taux de séropositivité chez les toxicomanes est inférieur à 10%. La politique inverse, celle de l'Etat de New York, qui refuse toute libéralisation des seringues, a tragiquement montré son inefficacité : plus de 50% des héroïnomanes new-yorkais sont porteurs du VIH.
Dans sa lutte contre la drogue, la France a cependant un atout majeur : un très bon réseau d'acteurs sanitaires et sociaux et un système de soins et de prise en charge que beaucoup de pays nous envient, qu'incarnent depuis vingt ans l'action du Dr Olievenstein et de l'hôpital Marmottan mais aussi celle d'associations et de bénévoles.
Drame de la misère, de l'exclusion, expression du désarroi, aujourd'hui, la drogue explose dans les quartiers défavorisés, entraînant avec elle la propagation du virus du sida. Ces deux maux ne seront pas vaincus par un remède miracle. Répression impitoyable contre les cartels de la drogue et ceux qui les soutiennent d'un côté, action sociale et médicale de l'autre : ce n'est que réunies que ces deux politiques auront quelque chance de succès dans une lutte pour la vie qui nous concerne tous.

P.J.

(1) Interview dans "Réforme" du 9 janvier 1993.



CALENDRIER DES FORMATIONS NATIONALES D'ÉLUS ORGANISÉES PAR LE CENTRE CONDORCET

- *5 FEVRIER*
  Droit de l'urbanisme. Nouvelle législation, contenu et applications.
- *12 FEVRIER*
  Gestion des déchets. Une nécessité, des outils, des choix.
- *19 FEVRIER*
  Intercommunalité et développement des communes rurales.

Renseignements et inscriptions : 40.41.08.48

HAUTE COUR

droit commun ou droit d'exception

Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix seront-ils jugés pour non-assistance à personne en danger par la Haute Cour ? La question sera tranchée le 5 février.

"Je ne veux pas qu'il y ait le sentiment que des ministres, un premier ministre, puissent bénéficier d'une impunité", avait déclaré par avance Laurent Fabius. "Je ne veux pas qu'il y ait la moindre ombre." Décidément, la Haute Cour mérite son qualificatif de juridiction exceptionnelle, surtout quand elle fonctionne pour "une première". Après les obligations imposées par la loi aux parlementaires d'accuser leurs pairs sans que la présomption d'innocence s'applique, voilà que la Haute Cour s'interroge sur la validité de l'action engagée. La question qui se pose et qu'elle se pose est de savoir si elle peut et doit appliquer le droit commun à ses justiciables exceptionnels, si la prescription s'applique ou si l'accusation portée contre les ministres est encore valable. La commission d'instruction, composée de cinq magistrats de la Cour de cassation, s'est réunie à Versailles le 22 janvier et a entendu les avocats des ministres. Elle a renvoyé sa décision à quinzaine.

La non-assistance à personne en danger est un délit qui est, comme tous les autres délits, soumis à la prescription de trois ans. Or, sept ans ont passé entre les faits et l'accusation. Trop de temps. Il est vrai qu'en droit français une action engagée ou une instruction entamée interrompent ce délai. Ainsi, si le procès Garetta a pu se tenir en 1992, c'est que l'instruction avait débuté en 1988. Pour certains juristes, ce qui était valable pour ce procès devrait l'être pour les ministres. En outre, la prescription étant comprise comme un droit de la défense, une protection de l'inculpé, ce dernier pourrait y renoncer. L'ancien premier ministre socialiste, qui a demandé d'être inculpé pour pouvoir s'expliquer devant la justice, refusera, par ses avocats, que l'action puisse s'éteindre. Aux magistrats de dire, le 5 février, s'ils appliquent le droit commun aux ministres, ou s'ils constatent que les faits sont trop anciens et arrêtent l'action ou bien encore s'ils demandent au Parlement de requalifier l'inculpation...



L.C.-S.

BREF... EN BREF... EN

■ Elections cantonales partielles.
• A **Nice-VIII**, (RPR démissionnaire), le second tour verra un duel opposant des candidats RPR/UDF et Front national. Max Cavaglione (divers gauche) obtient 16,6% des voix (17,1 % pour le PS en mars 1992).
• En Corrèze, à **Beynat**, le candidat RPR a été élu dès le premier tour, comme en 1988. André Marleix (PS) stable : 35,2% (35,7% en 1988).
• Le PS a perdu le canton de **Brézolles** (28) au 2e tour : 44,3% des voix contre 55,7% à l'UDF. Le report des voix PCF et Verts du premier tour semble s'être correctement réalisé.
• A **Biarritz-Est** (64), au second tour, le duel des candidates de droite a vu le succès de l'UDF.

■ **Alias "RB4" dans le maquis, Raymond Boucharel est décédé. Il était la mémoire de la Résistance en Dordogne. Instituteur avant 1939, démis de ses fonctions par Vichy pour franc-maçonnerie, il avait créé un commerce de bois, couverture pour ses activités de résistant. C'est lui qui avait organisé les maquis particulièrement actifs du nord de la Dordogne. Ancien conseiller général de Mareuil-sur-Belle et conseiller municipal de Périgueux, Raymond Boucharel était âgé de 86 ans.**

■ Colloque "Recherche et société", avec Hubert Curien, Laurent Fabius, Sylvie François, Roger Lesgards, Jean-Pierre Sueur et Bernard Bioulac, Bernard Bobe, Yves Farge, Dominique François, Jean-Yves Le Déaut, Paul Loridant, Janine Mossuz-Lavau, Jean-Marie Schwartz et Jean-Paul Vernant. Le 31 janvier, de 9 h 30 à 17 h 30, Maison de la Chimie, 28 rue Saint-Dominique, 75007 Paris. ☎ 45 56 77 77.

■ libre opinion ■

...J'avais décidé d'écrire un texte pour définir la responsabilité collective (médicale, mais aussi médiatique et politique) du drame qui, jusqu'en 1985, a atteint de nombreux malades transfusés et contaminés par le virus du sida. Je tentais d'analyser ce qui était évitable et ce qui ne l'était pas, et, ce faisant, de poser les limites d'une loi d'indemnisation génératrice d'une bonne conscience collective, permettant l'économie d'une analyse objective des responsabilités et n'offrant aucune garantie que de tels faits ne se reproduiraient pas. Dans ce texte, adressé à "Libération", je posais également la question de la contamination persistante d'une trentaine de transfusés par an et discutais de l'opportunité d'utiliser des techniques coûteuses de détection des donneurs en phase présérologique pour réduire ce risque. Faut-il mettre de telles techniques en place ou utiliser les sommes énormes nécessaires à leur instauration à d'autres fins de santé ?

Un texte a été publié lundi 7 décembre dans "Libération", dans la rubrique "Rebonds", sous ma signature. Ce n'est pas le texte que j'ai pesé et écrit. Sans mon aval, et sans qu'en aucune façon cela soit indiqué, mon texte a été remanié, contracté, coupé. Le titre même a été modifié, "La contamination par le virus du sida : responsabilités médicales, médiatiques et politiques", est devenu "Sida : les hémophiles et les autres."

L'aspect politique est-il si sensible que l'on ne puisse imprimer "La responsabilité des hommes politiques doit être déterminée, mais sans démagogie : avant d'incriminer, de principe, le premier ministre (pourquoi ne pas évoquer la responsabilité présidentielle ou papale ?), mieux vaudrait poser clairement les problèmes et se demander, par exemple, dans quelle mesure le retard de plusieurs mois à l'instauration d'un dépistage systématique chez les donneurs de sang, début 1985, n'a pas été la conséquence du conflit d'intérêt qui opposait l'institut Pasteur et ses concurrents américains" ?

Où les modifications du textes sont particulièrement parlantes, c'est lorsque sont supprimés les passages mettant concrètement en cause les médias... Par exemple, je rappelais que, le 22 février 1985, un article du "Monde" estimait que 10% des séropositifs développeraient la maladie. (...) Je soulignais que "Libération", le 8 mars 1985, se faisant l'écho des mesures prises pour contrôler la sécurité transfusionnelle aux Etats-Unis, commentait qu'il s'agissait "d'éviter le risque marginal mais préoccupant du sida..." Je notais que, dans "Le Monde" du 13 juin 1985, alors que, d'un côté, on annonçait que le docteur Lebowitch estimait que cinquante personnes par semaine recevaient, dans la région parisienne, du sang de donneurs séropositifs, de l'autre, il était précisé que "l'examen du sang de ces donneurs signifie donc la trace d'une rencontre avec le virus et non avec la maladie. Cette distinction est capitale, puisque la majorité des patients porteurs d'anticorps antiLAV ne seront jamais atteints par le sida. Cela dit, il existe un risque -très minime mais réel- de transmission de la maladie par l'intermédiaire d'une transfusion." Enfin, j'insistais sur le fait que, le 23 août 1985, à une date où le texte de dépistage du sida était enfin systématisé chez les donneurs de sang, "Libération" titrait : "Contaminés... par la peur du sida" et écrivait "Cinq ans d'histoire et à peine 15.000 cas dans le monde ; qu'on le veuille ou non, le sida est une maladie peu contagieuse. Pourtant, l'histoire de la médecine n'a jamais connu une telle paranoïa collective."

...Quel journal français a fait l'analyse, textes à l'appui, des contre-vérités énoncées par la presse durant cette période critique ? Médecins, hommes politiques et médias ont fait de graves erreurs de sous-estimation du risque que représentait le sida. Médecins et hommes politiques seraient-ils les seuls comptables de ces erreurs ? L'indépendance de la presse est certainement garante d'une société démocratique, encore faut-il qu'en contrepartie, les journalistes acceptent de se mettre, et d'être mis en question. La presse a le droit et le devoir de critiquer les corps constitués. Qu'elle accepte en retour la critique et qu'elle accorde la parole (sans y rien changer) à ceux-là même dont le discours peut lui paraître hostile...

JEAN PAUL VERNANT
Professeur de Cancérologie à l'hopital Henri-Mondor, Créteil (94).

Pour des raisons techniques nous avons dû couper cette lettre (eh oui !).
Si vous en désirez la version intégrale, il suffit de nous la demander.

LEGISLATIVES 93

Pour la première fois en 1981, la culture est devenue une priorité gouvernementale.

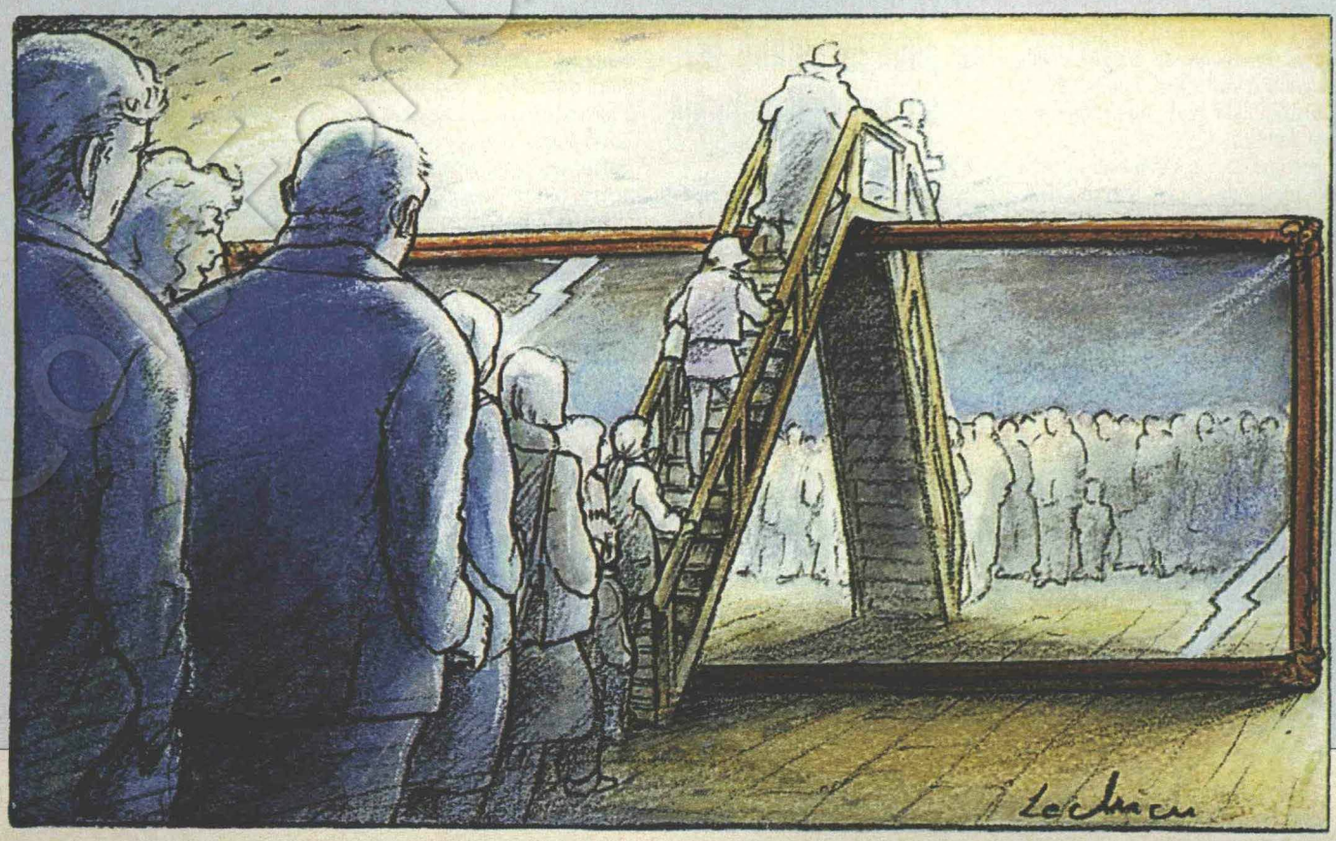
CULTURE

Grandes œuvres au plus grand nombre



Grâce au spectaculaire doublement de son budget, elle se trouve enfin dotée de moyens à la hauteur de ses ambitions. Une priorité constamment réaffirmée, sauf pendant l'interlude -édifiant- de 1986-1988. Ce sont les années Lang.

L'état des lieux en 1981. Les urgences (le livre, par exemple). Quels ont été les principes de la politique de la Rue de Valois ? Peut-on parler de fil conducteur ? ***Jack Lang, ministre d'Etat, ministre de l'Education nationale et de la Culture.*** Toutes les forces d'expression, tout ce qui concourt à donner dans la vie une plus large place à la beauté, bref, toutes les formes de culture sont également respectables et ont requis dès mon arrivée rue de Valois une égale attention. Offrir au plus grand nombre la possibilité de découvrir ce qui, dans chaque domaine de la culture, se fait de mieux, voilà la

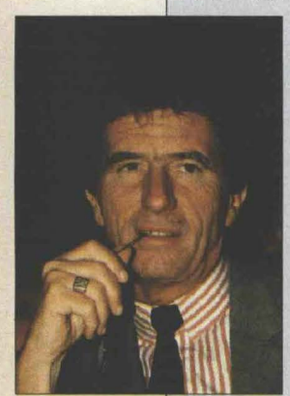


Dossier préparé par Jacques Garat, Françoise Lorrain et Claude Polak

Les collectivités locales assurent aujourd'hui 60% du financement public de la culture

priorité des priorités. Il y avait, bien sûr, des chefs-d'œuvres en péril -le savoir et le savoir-faire des vrais libraires en était un- qui réclamaient des solutions d'extrême urgence et c'est pourquoi la loi sur le prix unique du livre (la profession, dans sa très grande majorité, la désirait depuis longtemps) fut la première que j'aie fait voter.

Un des mes soucis majeur a toujours été de mettre en place les conditions les plus favorables à l'épanouissement de toutes les formes d'expression. Même s'il est vrai que j'ai dû, à mon arrivée au ministère de la Culture, réparer bien des oublis dans des domaines qui bénéficiaientjusqu'alors fort peu de la sollicitude de l'Etat. C'est ainsi que la France a vu, par exemple, depuis dix ans, la naissance d'un Centre national de la photographie, d'un Centre national de la bande dessinée, d'un musée de la Mode, d'une Association pour la promotion de la création industrielle, d'un Conseil des arts culinaires, ou encore de grandes salles de concert rock, les Zéniths, qui se multiplient actuellement dans les grandes villes...



C'est que tous les combats doivent être menés de front et avec la même énergie afin que la culture devienne un geste quotidien.

Le 1% est atteint, onze ans après. Etait-ce un objectif rationnel ou un symbole ?

Il est évident que l'on ne consacrera jamais suffisamment d'argent à la culture. Le 1% était devenu, avant 1981, un bel espoir. C'est Jean Vilar qui, en son temps, avait lancé un Comité pour le 1%. Ce 1% est un symbole, un très beau symbole qui, pour être concret, représente exactement 13,79 milliards de F. Quand je suis arrivé rue de Valois en 1981, l'Etat ne consacrait que 0,48% de ses dépenses à la culture. Du simple au double...

Des réalisations prestigieuses, dont certaines font encore l'objet de controverses ou de critiques...

Aucune des dépenses liées aux grands travaux ne peuvent honnêtement être considérées comme excessives. Les grands travaux sont la réponse à une situation où la plupart de nos équipements culturels majeurs, souvent de grande qualité, mais hérités du XIXe siècle, n'étaient plus adaptés aux nouveaux besoins d'un public toujours plus nombreux. Passées les polémiques d'usage, un large consensus s'est installé. La pyramide du Louvre, par exemple, si décriée avant sa construction, est aujourd'hui reconnue comme un des grands monuments qui rythment le paysage parisien. Le musée du Louvre avait reçu 3 millions de visiteurs en 1989, ils étaient plus de 4,5 millions en 1990. L'ouverture de l'aile Richelieu, libérée par le ministère des Finances, est prévue pour 1993, soit deux cents ans après l'ouverture du musée. Et, d'ici à la fin du redéploiement des collections, les surfaces d'exposition seront multipliées par deux, passant de 30 à 60.000 m2.

Quant à la future Bibliothèque de France, dont la construction s'avère indispensable pour pallier les difficultés de fonctionnement de la Bibliothèque nationale, le projet de Dominique Perrault, d'une grande beauté et d'une grande audace, reste

Les polémiques partisanes ne doivent pas masquer

Le combat pour la culture est, un combat politique

l'existence d'un débat véritablement constructif entre gens de bonne volonté et légitimement soucieux de la préservation de notre patrimoine.

Concernant des questions techniques, comme celle du stockage, n'est-il pas raisonnable de faire confiance aux rapports des experts ? Et n'est-il pas, en revanche, tout à fait irrationnel de croire que, pour satisfaire je ne sais quel caprice, nous, et à commencer par le président de la République, défendrions un projet bancal, aventureux, dangereux enfin pour notre patrimoine ? La Bibliothèque de France, qui va redonner vie à un secteur de Paris laissé trop longtemps à l'abandon, devra ouvrir ses portes en 1995. Dans l'intérêt des chercheurs,



du grand public, des habitants de la capitale comme de tous les Français (la BDF sera connectée à d'autres bibliothèques, en province, mais aussi en Europe).

Concernant l'Opéra-Bastille, la fréquentation de cette salle montre que le public l'apprécie et comprend que, peu à peu, tous les objectifs fixés seront atteints. Il s'agissait, en construisant ce nouvel opéra, de permettre la réalisation de spectacles de très haute qualité grâce à des équipements performants. Mais le but était aussi de répondre à la demande du public en offrant plus de places, moins chères, et dans de bonnes conditions d'acoustique et de visibilité. C'est aujourd'hui le cas, quel que soit l'endroit où l'on s'assied dans la grande salle de 2.700 places.

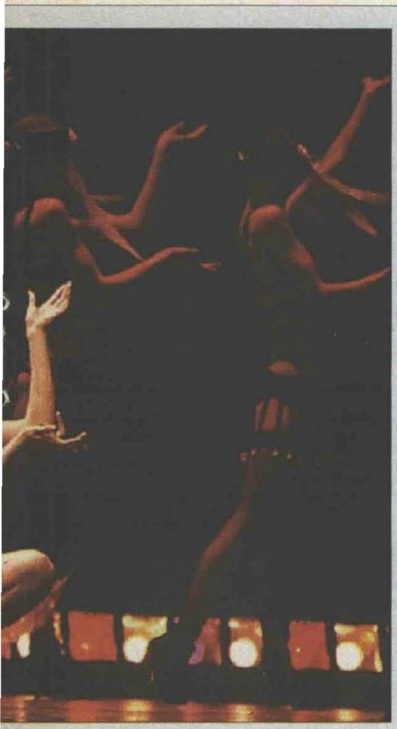
Enfin, les amateurs savent qu'un opéra moderne est une grande machinerie très savante et très délicate. La mise en route des équipements, mais surtout leur mise en état de fonctionnement maximal, demande des ajustements très fins. C'est une question de temps et d'expérience. De ce point de vue, comparé aux réalisations du même ordre à l'étranger, qui ont soulevé au début les mêmes difficultés pour leurs utilisateurs, nous sommes dans les délais.

Culture et décentralisation : une idée qui a fait son chemin, mais la route est longue...

L'histoire de la France est celle d'un pouvoir qui s'est peu à peu affirmé à travers la constitution d'un Etat centralisateur. Cela a permis à notre pays de consolider son unité. Mais il en a résulté aussi un certain déséquilibre entre la capitale et la province, quoique l'on ne puisse plus parler aujourd'hui de Paris et du désert français. Il a fallu changer des habitudes très anciennes et rendre aux régions toute leur capacité de décision. La France est un pays qui, en dix ans, s'est largement décentralisé. Dans de très nombreux domaines, l'initiative a été rendue aux maires.

En ce qui concerne mon ministère, la décentralisation a déjà fait de grands progrès. Les initiatives culturelles sont désormais très souvent le fait des collectivités locales. Elles assurent aujourd'hui près de 60% du financement public de la culture. Dans le cadre de la loi de décentralisation de 1983, des transferts de compétence ont été opérés. Par exemple, les archives départementales et les bibliothèques centrales de prêt, relevant auparavant du ministère, dépendent désormais des départements. Entre 1985 et 1989, une dotation culturelle spéciale de 460 MF a été allouée aux collectivités locales et aux régions en particulier, afin de soutenir les dépenses de fonctionnement de leurs équipements culturels.

Les conventions de développement culturel, favorisant une approche concertée du développement tenant compte des spécificités de chaque collectivité, conventions qui concernent en général des villes de 20 à 100.000 habitants, sont passées de 78 en 1982 à 190 en 1990. Jusqu'à



aujourd'hui, près de 900 conventions ont été signées et 500 collectivités impliquées. Il faut souligner d'ailleurs que l'apport de l'Etat incite considérablement les collectivités à accroître leurs dépenses culturelles : leurs propres financements sont de 1,5 à 2,3 fois supérieurs aux subventions accordées par le ministère de la Culture.

Rentabiliser des entreprises culturelles : est-ce pour le plaisir de manier le paradoxe ?

Le véritable paradoxe est, tout au contraire, de croire qu'économie et culture ne sont pas faits pour s'entendre. Le combat pour la culture est, bien sûr, un combat politique, un combat pour la démocratie, mais il comporte aussi un enjeu économique. Aujourd'hui, près de 800.000 personnes travaillent dans des activités à caractère culturel. La culture est devenue un secteur qui réalise un chiffre d'affaires de 160 milliards de F, soit 3,5% du produit intérieur brut de la France. Les mentalités ont changé. Les entreprises et les banques sont devenues de nouveaux acteurs de la vie culturelle française. Inversement, les professionnels de la culture, sans rien perdre de la spécificité de leur activité, sont maintenant des gestionnaires beaucoup plus responsables que par le passé. Favoriser toutes les formes de création et donner à tous ceux qui le désirent le plus large accès possible à la culture, tel est notre objectif. Cela dit, c'est un but qui n'est pas incompatible avec une gestion saine et rigoureuse, une gestion exemplaire que nous devons à tous nos concitoyens dès qu'il s'agit d'engager les deniers publics.

Un seul et même objectif : l'épanouissement de l'individu

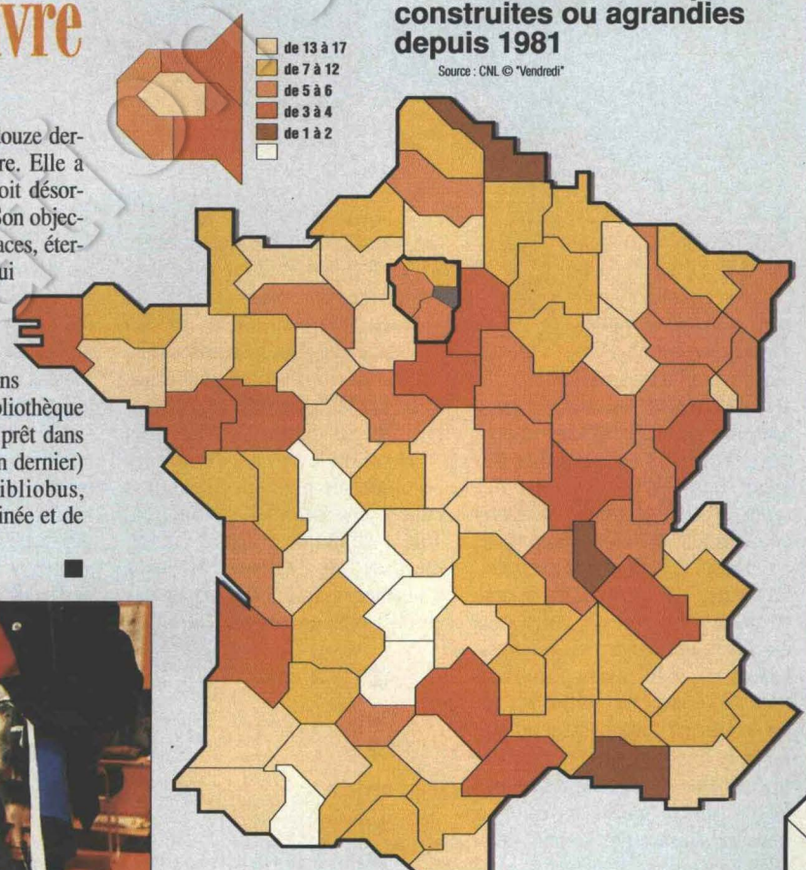
Un effort considérable est mené en faveur de l'enseignement artistique. Est-ce une ingérence de l'actuel ministre de l'Education nationale ?

La culture et l'éducation sont faites pour se marier, par amour et par raison. Tout commence à l'école : la formation artistique, le goût pour la lecture, l'initiation à notre patrimoine, ce qui est fait ou n'est pas fait dès le plus jeune âge sera par la suite déterminant. Le groupement de ces deux ministères apparaissait donc comme une chose toute naturelle. Il permet de rassembler les énergies et de mieux mobiliser les compétences au service d'un seul et même objectif : l'épanouissement de l'individu. ■

La bataille du livre

Emblème de la politique culturelle de ces douze dernières années : la loi Lang sur le prix du livre. Elle a imposé, le 10 août 1981, le prix unique qui doit désormais figurer, imprimé, sur chaque exemplaire. Son objectif : soutenir les libraires face aux grandes surfaces, éternellement gagnantes dans la guerre des rabais qui avait pour conséquence inévitable l'appauvrissement rapide de la création littéraire. Une édition de qualité a, ainsi, été maintenue.
Il faut également rappeler d'autres manifestations comme la "Fureur de lire", la création de la Bibliothèque de France, celle de bibliothèques centrales de prêt dans chaque département (vingt ont été ouvertes l'an dernier) et qui fonctionnent par des systèmes de bibliobus, la création du Centre national de la bande dessinée et de l'image à Angoulême. ■

Nombre de bibliothèques construites ou agrandies depuis 1981



Source : CNL © "Vendredi"



Toutes les musiques



▲ *Le temps n'est plus où l'on se demandait : "Les Français sont-ils musiciens ?"*



Une date symbole est à présent aussi profondément gravée au calendrier que le 1er janvier ou le 14 juillet, c'est le 21 juin. Qu'il pleuve ou qu'il vente, la Fête de la musique est devenue la journée la plus vivante et la plus rythmée de l'année. Et elle a fait des petits : la Fête de la musique est célébrée à présent dans plusieurs dizaines de pays. Si tous les gars du monde...

Essayons de nous reporter par la mémoire en 1981. La musique était alors beaucoup moins présente. Pour tous, et surtout pour monsieur tout le monde, dans l'utilisation qui en est faite dans la vie de tous les jours, l'enseignement, la pratique, les lieux de musique, les concerts, la connaissance des musiques.

Le plus remarquable et le plus heureux est que l'on ne se soit pas occupé d'un seul genre de musique mais de toutes. Le jazz, le rock ou les variétés représentent, de façon exemplaire, une action efficace de l'Etat en faveur de ces musiques vivantes. Le rôle de la Direction de la musique, lancée en 1981 par Maurice Fleuret, a été déterminant. Son budget a été multiplié par cinq. Il existe aujourd'hui 15 orchestres de région, 13 théâtres lyriques, 23 centres de recherche musicale, 130 écoles classées, 200 écoles municipales et plus de 130.000 élèves en musique. Le temps n'est plus où l'on se demandait : "Les Français sont-ils musiciens ?"

Jamais autant de moyens financiers et humains n'ont été mis au service du développement de la musique sous toutes ses formes : rock, jazz ou chanson française.

Centres de formation, d'information, de développement d'espaces musicaux n'ont jamais été aussi nombreux. Les centres d'information du rock et du jazz, le CENAM, l'Agence des lieux musicaux et du spectacle, sont autant d'organismes qui n'auraient pas vu le jour sans la volonté ministérielle de promouvoir la musique sous toutes ses formes.

Des trois Zéniths de Montpellier, Tours et Paris (5 millions de spectateurs dans ce dernier) à la quarantaine de "cafés-musiques" de zone défavorisée en passant par l'aménagement de petites salles de spectacle, comme "Le Bateau ivre" à Tours ou "Le Rockstore" à Montpellier, il n'est plus un coin de l'Hexagone où l'on ne puisse entendre un concert de qualité. 91 MF ont été débloqués pour l'équipement, le fonctionnement et l'insertion des lieux musicaux.

Mais, parmi les plus belles réussites de ces dix dernières années, outre le succès du Zénith et le dynamisme de l'Orchestre national de jazz créé en 1986, c'est la Fête de la musique qui, depuis 1981, résume le mieux l'ampleur et le succès de la politique de Jack Lang. Juste reconnaissance internationale du dynamisme et de la richesse culturelle inépuisable d'un pays à l'imagination débordante.

Reste à faire respecter les quotas de chanson française sur les chaînes de radio, à espérer une chaîne de télé musicale et à se féliciter, qu'aux dernières nouvelles, l'Olympia, lieu symbolique s'il en est, ait échappé, grâce à son classement comme monument historique, à la pioche des promoteurs immobiliers. ■

Le sauvetage du cinéma français

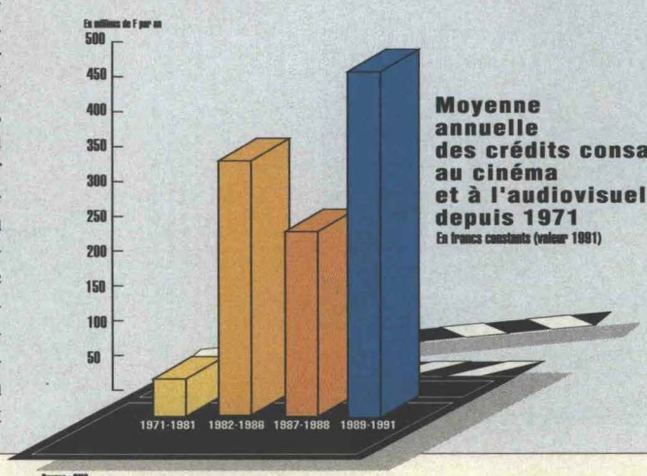


Grâce au plan Lang, le cinéma français a pu conserver son deuxième rang mondial, au milieu d'une Europe où l'industrie du film est sinistrée.

Dès 1981, pour résister à la puissance du cinéma américain et pour arrêter la chute du nombre des spectateurs et la fermeture des salles, l'Etat a augmenté de façon considérable les crédits consacrés au cinéma et à l'audiovisuel. En février 1989, Jack Lang mettait en place un plan de relance sans précédent qui concernait essentiellement la production et l'exploitation. Ainsi, avec ses 140 films par an, le cinéma français reste le premier d'Europe, et, en qualité, le deuxième du monde. Le soutien de la qualité passe surtout par l'avance sur recettes. Le plan favorise également le tournage en langue française et les coproductions européennes, devenues le meilleur rempart contre l'envahisseur américain. La France est également le premier exportateur européen et le deuxième au plan mondial. Moins glorieuse est la part des films français sur notre marché, 35% seulement, tandis que les films américains représentent 55%.

Mais c'est bien mieux que les films anglais qui ne réalisent que 1,5% chez eux, les films américains totalisant 90%, comme en Allemagne, 77%, et en Espagne, 75%.

Mais l'effort le plus important et les résultats les plus spectaculaires concernent surtout l'exploitation. Tout a été fait pour stopper les fermetures de salles. Mesures d'urgence en faveur des exploitants en difficulté, primes aux collectivités locales, tirage de copies supplémentaires pour les petites villes. En 1991, les ouvertures ont même été supérieures aux fermetures, alors que nos voisins, Allemands, Italiens et Espagnols, accusaient un effondrement de leur parc de salles. Cette politique volontariste a permis d'éviter la désertification cinématographique dans les zones rurales ou de déclin économique, puisque 1.300 salles restent en activité dans des communes de moins de 10.000 habitants. ■



Moyenne annuelle des crédits consacrés au cinéma et à l'audiovisuel depuis 1971
En francs constants (valeur 1991)



Sommes-nous prêts à payer l'essence un peu plus cher si un pompiste nous accueille ?

UN DES THEMES MAJEURS DE NOTRE CAMPAGNE

le partage du travail

Le débat sur l'emploi va être vif tout au long de la campagne électorale. Il sera tout sauf académique, après la publication d'un rapport du XIe Plan, au titre provocateur : "Choisir l'emploi". Ce document propose, entre autres, de réduire la durée du travail.

Si la France brille par ses performances économiques au sein de l'Europe, elle fait figure d'élève médiocre en matière d'emploi. Selon les chiffres, à croissance donnée, elle en dégage moins que ses principaux partenaires, car elle a plus misé qu'eux sur les gains de productivité. Contrairement à ce que l'on croit souvent, ce n'est pas l'augmentation de la population active qui est la cause du chômage : la France est le seul pays développé où elle s'est accrue moins rapidement que la population en âge de travailler, en raison de l'allongement rapide de la scolarité et du retrait plus précoce des salariés âgés. Ces deux phénomènes, générateurs d'exclusions, pourraient être amoindris par une meilleure répartition de l'effort de travail au cours de la vie active, mais surtout par une réduction de la durée du travail.



Celle-ci, notent les experts du Plan, dans le rapport de B.Brunhes, est une tendance séculaire qui accompagne les progrès de la productivité. Mais, depuis 1982, elle a cessé de jouer son rôle traditionnel d'ajustement entre activité et emploi. La "relative déception" du passage aux trente-neuf heures peut et doit être surmontée, d'autant que des études récentes ont montré que les gains de productivité n'avaient pas absorbé la totalité des créations d'emplois qui auraient été possibles. Il semble bien que ces créations aient été plus nombreuses qu'on ne l'a cru à l'époque, la Banque de France les estime aujourd'hui à 145.000. La non-compensation salariale, intervenue alors, a fait couler beaucoup d'encre, mais l'exemple allemand prouve qu'il est possible de la dépasser, grâce à des négociations de branche à horizon pluriannuel, englobant la durée du travail, sa modulation et la progression des salaires. "Le problème de la compensation salariale est alors absorbé dans une négociation prenant en compte diverses modalités possibles du partage des gains de productivité."

A l'appui de leur thèse, les auteurs du rapport apportent un deuxième élément. Depuis 1982, et pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, durée légale et durée effective du travail coïncident à peu de chose près. Or, la différence entre les deux a toujours créé un levier, qui se traduit par un surcoût des heures supplémentaires, qui pousse les entreprises à réduire progressivement les horaires. La Grande-Bretagne et l'Allemagne ont d'ailleurs déjà amorcé un processus pour recréer cette différence.

UNE REPARTITION EQUITABLE

De toutes façons, la quantité totale de travail rémunéré, requise par le système productif, ne peut être répartie au sein de la population que de deux manières : soit de façon duale entre des emplois dits normaux, à la durée stable, et les autres -c'est la modalité particulière du partage du travail en France depuis 1982-, soit de façon uniforme par une réduction de sa durée. Celle-ci aurait pour effet de rompre avec le modèle précédent et apparaît en outre, pour les experts du Plan, "comme plus équitable dans le partage des rôles entre hommes et femmes, dans la mesure où c'est à ces dernières qu'échoit tout "naturellement" le travail à temps partiel", et le travail précaire.

En réduisant chaque année de 1% la durée du travail et en la faisant passer de trente-neuf à trente-sept heures entre 1992 et 1997, on peut créer des centaines de milliers d'emploi. Entre 460.000 et 620.000 avec compensation salariale, entre 570.000 et 720.000 sans compensation, estiment les experts. Mais à certaines conditions. Que la réduction soit suffisamment importante et s'inscrive dans un calendrier à moyen terme, afin de faciliter les adaptations nécessaires. Que l'augmentation de la productivité n'absorbe pas tout, pour qu'il y ait des marges de manœuvre propices à la négociation. A cet égard, le contexte actuel est plus favorable qu'en 1982 : "En l'absence de sureffectifs, la pression à l'embauche sera beaucoup plus immédiate." Encore faut-il qu'il y ait réorganisation des processus de travail permettant de maintenir, voire d'augmenter, la durée d'utilisation des équipements. Et que la compensation salariale ne soit pas intégrale, "mais suffisamment importante pour ne pas geler la relance de l'activité par ce biais."

Les partenaires sociaux, à tous les niveaux, devraient être incités à négocier sur ces thèmes. Pour lancer la dynamique, l'Etat annoncerait son intention de réduire progressivement la durée légale, à échéance déterminée. Le PS s'y est déclaré prêt.

Monique Grima



la meilleure politique du logement : le locatif social et le parc privé

Les besoins en matière de logement sont de plus en plus élevés. François Geindre explique comment y répondre dans un rapport préparatoire au XIe Plan.

Le logement est aujourd'hui un enjeu essentiel de notre société, tant il détermine l'ensemble des activités de chacun. Chargé d'une mission de réflexion sur le logement en vue du XIe Plan, François Geindre, à travers le rapport qu'il vient de remettre au premier ministre, dresse un diagnostic et indique des pistes.

D'immenses progrès concernant l'amélioration du confort et la qualité de l'habitat ont été réalisés ces dernières années. En 1962, 40,5% de logements disposaient d'un W-C intérieur, aujourd'hui, ils sont 93,4%. Les aides publiques ont largement contribué à ces améliorations, financées aussi par les ménages eux-mêmes puisque, depuis dix ans, les dépenses (loyer, remboursement de prêts, gros travaux, chauffage...) consacrées au logement sont en progression : 17,7% en 1979 contre 20,5% en 1989. Persistent néanmoins des situations inacceptables. Le rapport cite le nombre de 200.000 exclus du logement en France métropolitaine, soit 0,4% de la population (source : Bureau d'informations et de prévisions économiques). Sans oublier non plus les personnes qui vivent dans des logements de substitution comme les chambres d'hôtel, les habitations mobiles... Autre constat, les demandes en logements HLM sont en augmentation continue (plus d'un million de logements selon l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM) et la baisse de la mobilité des locataires réduit l'offre.

Au total, l'INSEE évalue à 329.000 logements en moyenne annuelle les besoins totaux sur la période 1987-1995. Des chiffres à manier avec une certaine prudence car l'INSEE englobe dans son analyse tous les types de besoins, y compris les résidences secondaires.

RENFORCER LE LIVRET A

Développer le logement locatif social (avec l'objectif de 500.000 nouveaux logements sociaux pendant la durée du Plan) et assurer son financement est, pour François Geindre, une priorité essentielle. L'outil que représente le livret A doit donc être privilégié (le financement du logement social repose totalement sur ses ressources).



"Le Livret A, dit-il, produit encore vivace, ne mérite pas qu'on le laisse dépérir, d'autant plus qu'il apparaît aujourd'hui, à bien des égards, comme irremplaçable. Si les taux d'intérêt ne devaient pas baisser dans les prochains mois, le risque serait grand de voir s'accélérer encore la décollecte."
François Geindre relance aussi le débat sur une prime de fidélité pour rendre le livret A plus attractif. Autre impératif : "l'arrêt du prélèvement de l'Etat sur les résultats du livret A dès lors que celui-ci n'est plus compatible avec l'équilibre du système."
François Geindre recommande aussi de rendre le surloyer obligatoire dans le parc HLM. "Il est normal que les locataires qui se situent au dessus des plafonds de ressources, sans voir mettre en cause leur droit au maintien dans les lieux, acquittent un surloyer."
Après le logement locatif social, le maire d'Hérouville-Saint-Clair estime qu'il faut favoriser le locatif privé (notamment en améliorant le statut d'ensemble des propriétaires-bailleurs) et enfin, préconise une meilleure répartition des aides en faveur de l'accession à la propriété avec, entre autres, une prime de 50.000 F en moyenne à la place de l'actuelle réduction d'impôt pour les ménages achetant un logement neuf.
Pour Marie-Noëlle Lienemann, ministre délégué au Logement et au Cadre de vie, "le logement privé ne doit pas être relancé au détriment du logement social. Il faut partir des aspirations les plus fortes. Il y a une forte demande en logement HLM. Il faut donc assurer un nombre de PLA élevé, garantir le financement du logement social et ensuite permettre aux gens qui veulent devenir propriétaires de réaliser leurs rêves. Au non de quoi dirait-on aux Français que leurs rêves sont vains ?"

Chrystie Lipani

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ L'usine Hoover de Longvic (21) va perdre 600 de ses 700 emplois qui seront transférés en Ecosse. Hoover a signé avec les syndicats britanniques un accord ayant pour base l'abandon par le personnel d'avantages sociaux (droit de grève, régime des pensions). Pierre Bérégovoy se propose de déposer une plainte devant la Cour européenne de justice contre l'attribution d'aides communautaires à ce projet. Le premier ministre y voit "du dumping social". "Ce sont des méthodes d'apaches", surenchérit Jean-Pierre Soisson, président du conseil régional de Bourgogne.

■ **Bon point. Excédent commercial record de la France en 1992. 30,544 milliards de F, performance inégalée depuis 1978. Le déficit était de 29,5 milliards en 1991 et de 50 milliards en 1990. Cocorico !**

■ Implantations de classes préparatoires aux grandes écoles dans les quartiers en difficulté. Cinq classes sont déjà prévues : deux à Mantes-la-Jolie (78), trois dans les banlieues de Lille, Lyon, Marseille. Pour J. Lang, "les zones d'éducation prioritaires doivent devenir des zones d'excellence." D'autres classes prestigieuses, sections européennes, sports-études... devraient également s'installer en ZEP.

■ **91.709 candidats aux concours de recrutement d'enseignants en 1993, soit 22% de plus que l'an dernier. L'augmentation est particulièrement forte en maths, 48%, et en physique, 50%.**

■ La nouvelle seconde profite à la technologie (17% des élèves contre 10,6% l'an dernier). En revanche, l'option latin recule (9,4% des élèves contre 14,1% l'an dernier).

LA FLOTTE FRANÇAISE DANS L'ADRIATIQUE

pour parer à toute éventualité

Après la mort de deux Casques bleus français en Croatie, où des combats ont repris, Pierre Joxe a annoncé l'arrivée du porte-avions Clemenceau et d'une escorte navale dans l'Adriatique.



Lord Owen et Cyrus Vance, le 20 janvier, à Sarajevo. ▲



On peut s'interroger sur les motifs véritables de la meurtrière offensive lancée par Tudjman dans l'arrière-pays du port dalmate de Zadar, qui a coûté la vie à deux Casques bleus français. Coup de main destiné à rétablir les communications ténues entre le nord de la Croatie et la Dalmatie ? Volonté de rappeler que, principal bénéficiaire du plan Vance-Owen sur la Bosnie-Herzégovine, le président croate n'en oublie pas pour autant les territoires perdus de la Krajina et de Slavonie. Opération de politique intérieure qui s'inscrit dans le cadre de la radicalisation croissante du régime dans le sens de l'ultranationalisme. Action d'éclat destinée à enflammer la population durement éprouvée dans ses conditions de vie ? Test de la capacité de la résistance serbe et de la vigueur de la réaction de l'ONU ? Quelles que soient les réponses à toutes ces questions, qui ne s'excluent pas, la reprise de la guerre en Krajina rappelle quelques données essentielles du conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie.

SOLUTION POLITIQUE...

La communauté internationale a très vite dégagé, contrairement à ce que l'on dit et écrit parfois, les bases essentielles et les seules possibles d'une solution politique. C'est à La Haye, le 19 septembre 1991, que les Douze ont énoncé les trois principes qui ont inspiré tous les plans de règlement qui ont été présentés par la suite : inacceptabilité de l'usage de la force ; inacceptabilité de toute modification de frontière par la force, modification qu'ils sont déterminés à ne pas reconnaître ; respect des droits de tous ceux qui vivent en Yougoslavie, y compris les minorités. Mais ce qui l'a emporté, devant une communauté internationale paralysée, c'est le triomphe de la force, le bouleversement des frontières par la force, la violation flagrante des droits des individus et des peuples.

... ET FAUX SEMBLANTS

Dans l'actualité terrible de la guerre en Bosnie, on a quelque peu oublié le cas de la Krajina et de la Slavonie où, depuis un an, le premier plan Vance, qui a permis le déploiement de 14.000 Casques bleus sur les territoires d'une "République serbe" autoproclamée n'a fait qu'entériner l'existence de cette entité en renvoyant aux calendes grecques la réalisation des deux points essentiels de l'accord réalisé sous les auspices de l'ONU : le retour des réfugiés et expulsés et la constitution d'unités de police mixtes serbo-croates à l'image de la composition de la population avant le déclenchement de la guerre.
Cette politique du faux-semblant ne pouvait que préparer l'explosion à venir,

◆ RECONNAITRE LA MACEDOINE ◆

De retour d'une mission parlementaire en Macédoine, Pierre Brana, député de la Gironde, témoigne.

Je reviens d'une république qui, selon certains, n'existe pas : la République de Macédoine. Ma mission consistait à recueillir des informations sur cette toute nouvelle entité de deux millions d'habitants, qui a proclamé son indépendance en septembre 1991. Elle n'est reconnue à ce jour que par la Russie, la Turquie, la Bulgarie, la Lituanie, la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. (...) La République de Macédoine existe bel et bien. C'est un étrange discours que celui de ces observateurs extérieurs qui soutiennent que les Macédoniens ne seraient pas les Macédoniens. A l'évidence, les Macédoniens ne sont ni des Serbes, ni des Grecs, ni des Bulgares, c'est du moins ce que les principaux intéressés ont affirmé à maintes reprises, à travers diverses consultations électorales ou parlementaires. (...)

La reconnaissance de la République de Macédoine est urgente. Elle apporterait à ce peuple, angoissé par la guerre, une garantie de sécurité et conforterait sa cohésion. Elle serait sans aucun doute un élément de stabilisation des Balkans. (...) On ne peut interdire aux Macédoniens de choisir librement un nom qui leur soit propre. Certes, on peut comprendre la réaction des Grecs. Pour autant, cette querelle ne peut justifier un tel déchaînement passionnel de part et d'autre de la frontière.
(...) A Skopje, j'ai interrogé mes interlocuteurs sur des formulations de compromis : "République de Macédoine-Skopje", "République de Macédoine du Nord, "République de Macédoine, Skopje CC". Des quatre grands partis représentés au Parlement, seul l'Organisme révolutionnaire macédonien intérieur (VRMO) est intransigeant. Les autres, qui forment l'actuelle coalition gouvernementale, sont ouverts à ces propositions mais souhaitent qu'une telle question soit réglée par un consensus interne et reçoive l'approbation de la Grèce. (...)
(...) La France doit expliquer sa position, mal comprise par les Macédoniens les plus francophiles. Notre amitié pour les Grecs ne saurait être exclusive. Une représentation, dirigée par un diplomate, nous permettra de maintenir un lien direct avec les autorités de Skopje. La France se prononcera sur la demande d'adhésion de la Macédoine à l'ONU. Le Quai d'Orsay a d'ores et déjà annoncé que cette question est distincte de celle examinée par le conseil européen d'Edimbourg. On peut espérer que la France soutiendra l'adhésion de la Macédoine aux Nations Unies.

dont il n'est pas sûr que les derniers combats en Krajina du Sud soient déjà l'annonce.
Quelle portée peut avoir la juste et nécessaire condamnation de la Croatie, coupable d'avoir violé le cessez-le-feu, alors que les infractions à la légalité internationale ne se comptent plus dans l'ex-Yougoslavie et que tel, qui est présenté un jour comme un criminel de guerre, est reçu le lendemain comme le représentant légitime et honoré d'une des parties au conflit ?
Les politiques de répression et de purification ethnique menées depuis plus de dix-huit mois n'ont jamais été condamnées autrement que verbalement. Mieux, le plan Vance tel qu'il a été appliqué en Krajina et en Slavonie, comme le plan Vance-Owen pour la Bosnie-Herzégovine, enregistrent de fait les purifications ethniques réalisées.
Les Casques bleus ont, au prix de pertes sensibles, joué un rôle utile d'amortisseurs des conflits et d'assistance humanitaire, mais la communauté internationale n'a jamais tenté d'imposer réellement ses décisions alors que le statut international des nouveaux Etats de l'ex-Yougoslavie le lui aurait permis.

Maurice Lazar

DE BUSH A CLINTON, CHANGEMENT DANS LA CONTINUITE

Mexique et USA, la mano en la mano

Pendant que Japon, Russie et Europe attendaient le nouveau patron des USA, dès le 8 janvier, Bill Clinton rencontrait Carlos Salinas de Gortari, le premier mandataire mexicain.

L'entretien a spectaculairement validé le choix fait par George Bush en 1988. Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique ont vocation à constituer un bloc commercial. L'ALENA, c'est son nom, a été signé le 7 octobre 1992, confirmé le 17 décembre. Il sera ratifié. Bill Clinton assume l'héritage, au prix de quelques retouches sur le social et l'environnement, au nom de l'intérêt national. Après 150 ans d'annexions, de rapports inégaux, le Mexique a-t-il donc perdu une bataille de plus, cédé à la pression de son puissant voisin ?
L'accord est-il à sens unique ? Les Etats-Unis ont-ils satellisé le Mexique ?

Les Mexicains voulaient eux aussi ce traité. Le 14 août dernier, le négociateur aztèque Jaimo Serra Punche en a donné les raisons.
"Les changements à l'Est, a-t-il dit ce jour-là aux sénateurs de son pays, ont modifié les équilibres existants. (...) Il n'y a plus de compétition idéologique, mais économique, une lutte aiguë pour l'attraction de capitaux, de technologie et de marchés." Compte tenu de cette réalité nouvelle, le Mexique a tiré avec le président Salinas une double conclusion. "Il a choisi de s'associer à l'un des centres de l'économie mondiale (...) et de jouer un rôle de pont avec l'Europe et l'Asie."



Les silences du traité, les gesticulations de la diplomatie mexicaine, révèlent un vrai compromis. Le pétrole, nationalisé en 1938, n'est pas touché par les accords. Il reste propriété mexicaine.

LA DEMOCRATIE EN ANGOLA

un bien fragile espoir

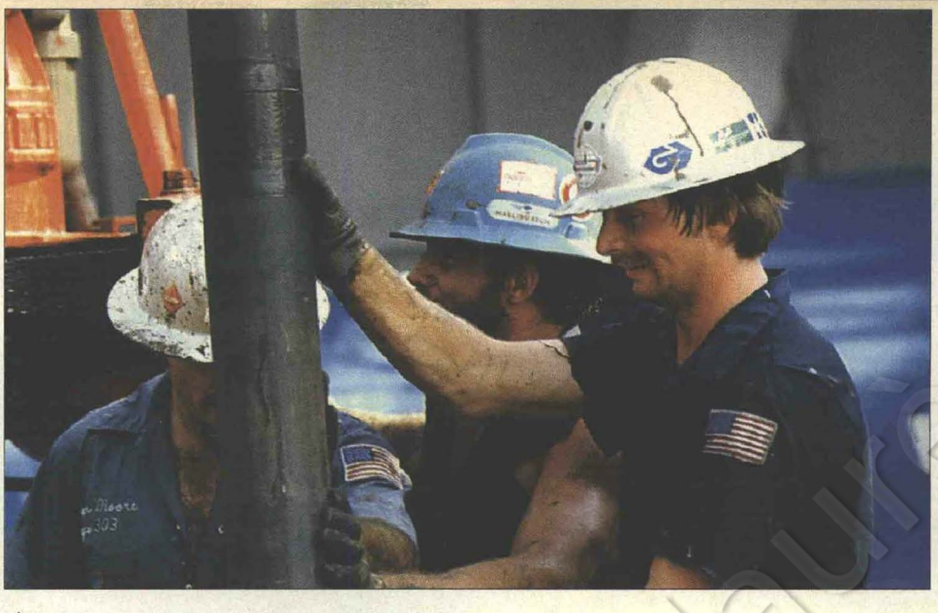
"Nous sommes prêts à trouver une solution globale à la question angolaise ; nous ne voulons pas mettre de conditions avant d'arriver à la conférence". Jorge Valentim, porte-parole de l'UNITA, a peut-être renoué les fils ténus du dialogue avec les autorités angolaises.

Depuis le début du mois de janvier 1993, en effet, une guerre meurtrière a opposé de nouveau, dans plusieurs provinces du pays, les troupes de l'UNITA (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) de Jonas Savimbi à celles du MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) du président José Eduardo Dos Santos.
Une rencontre entre une délégation du gouvernement angolais et des membres de l'UNITA devait se tenir, en principe, en milieu de semaine, à Addis-Abeba, sous l'égide de l'ONU, sous réserve de l'accord définitif de Jonas Savimbi.
Les autorités du pays ont, dès le départ, accepté cette rencontre pourvu que les deux parties ne mettent pas en cause les accords de paix qu'elles avaient signés à Estoril en mai 1991 et que l'UNITA accepte le verdict des urnes, définitivement délivré en octobre 1992.



Les élections des 29 et 30 septembre derniers, sous observation massive de l'ONU, ont donné au MPLA une majorité absolue au Parlement angolais. Le président sortant, Dos Santos (MPLA), a obtenu 49,57% des suffrages contre 40,07% à Jonas Savimbi (UNITA), ce qui suppose l'organisation d'un second tour, rendu impossible par la reprise de la guerre civile, dès les premiers jours de novembre, dans la capitale, Luanda.

Jonas Savimbi, réfugié dans son quartier général de Huambo depuis le 5 octobre, n'a jamais admis sa défaite. Si le MPLA a repris le contrôle de Luanda au prix d'au moins deux mille morts, début novembre, les combats se sont étendus à l'ensemble du pays en janvier 1993. Les forces gouvernementales ont repris le dessus dans les villes côtières du sud du pays (Namibe, Lobito, Benguela) mais les affrontements qui ont fait des milliers de morts se poursuivaient au sud (Cuando Kubango) au centre (Huambo), à l'est (Moxico) et au nord du pays, ce qui a conduit l'ONU à regrouper les membres de sa mission, l'UNOVEM, dans la capitale.
L'UNITA a choisi de frapper, dans l'extrême Nord, au cœur économique du pays, en prenant, le 20 janvier, la ville de Soyo, proche des gisements pétroliers et de l'enclave du Cabinda où le FLEC-FAC (Front de libération de l'enclave du Cabinda-forces armées) continue de revendiquer l'indépendance, les armes à la main. Texaco, Elf et Petrofina ont dû interrompre leurs activités. En détruisant, le 23 janvier, la station qui alimente Luanda en eau potable, l'UNITA a contesté l'omnipotence du MPLA dans la capitale.
Le gouvernement angolais, qui a accepté de discuter à Addis-Abeba de l'ensemble des affaires du pays, et non seulement des questions militaires, entend rejeter clairement les responsabilités sur le mouvement de Jonas Savimbi, l'UNITA, si celui-ci continue de faire obstruction à toute solution politique.



▲ *Le Mexique a trop de bras et pas assez de travail.*

Le Mexique a rejeté toute préférence pétrolière régionale. Il continuera de vendre à qui bon lui semble. Quelques jours avant la fin des négociations, il a renouvelé l'engagement de livrer à un prix intéressant son huile aux pays d'Amérique centrale. Carlos Salinas a, en outre, démontré sa vocation de pays charnière. Le Mexique a signé un traité douanier préférentiel avec le Chili. Il négocie un accord similaire avec la Colombie, le Venezuela, la Bolivie. Le président aztèque a visité plusieurs pays européens. "Il est essentiel, a-t-il expliqué, d'un point de vue purement stratégique, de resserrer les liens avec vos amis plus lointains quand vous vous rapprochez d'un voisin puissant."
Jamais George Bush n'a tenté de subordonner la négociation à une quelconque ouverture politique. C'est pourtant le thème central de ses discours dans les autres pays d'Amérique latine. Et on sait aux Etats-Unis que la fraude électorale est au Mexique un mal endémique. Bill Clinton, comme George Bush, a pris acte de la volonté mexicaine de garder une autonomie interne et diplomatique entière. Le Mexique garde ses relations traditionnelles avec Cuba. Il joue un rôle régional actif. C'est à Mexico qu'ont été signés les accords de paix sur le Salvador. Le Mexique, à l'origine des conférences ibéro-américaines, refuse toute forme d'ingérence. Il a demandé la réforme du Conseil de sécurité des Nations Unies, etc. Les deux frères ennemis "se tiennent donc par la barbichette." Le Mexique a trop de bras et pas assez de travail. Les entreprises nord-américaines de main-d'œuvre sont déstabilisées par la concurrence asiatique. Or, les salaires au Mexique sont plus bas qu'en Extrême-Orient. Qui plus est, l'arrivée massive de clandestins "latins" déborde le creuset américain et on l'accepte mal sur la côte Est. L'investissement au sud du Rio Grande s'imposait. L'accord répondra-t-il à l'attente du Mexique et des Etats-Unis ? Rendez-vous dans quelques années. Mais, déjà, l'investissement étranger au Mexique atteint un niveau record en Amérique latine, l'attraction mexicaine est de plus en plus sensible. L'ALENA valait bien une messe, républicaine ou démocrate.

Jean-Jacques Kourliandsky

A ce moment clef, les Nations Unies, en menaçant de se retirer, et les Etats-Unis, alliés, avec l'Afrique du Sud, de l'UNITA pendant les seize ans de guerre civile -mais dont les intérêts pétroliers sont aujourd'hui menacés-, ont exercé d'énormes pressions sur Savimbi pour qu'il dépose les armes et accepte la reprise du processus électoral.
La Communauté européenne, attachée aux accords d'Estoril et aux résultats électoraux déjà acquis, ainsi que sept chefs d'Etat d'Afrique (Burundi, Ethiopie, Soudan, Tanzanie, Ouganda, Zambie et Zimbabwé), qui ont condamné l'UNITA, ont accentué l'isolement politique de Savimbi.
Dans ce contexte, un espoir, même très fragile, subsiste de voir se dessiner une solution politique. Si cet espoir ne se réalisait pas, les deux cents victimes de la chasse aux Zaïrois et originaires du nord de l'Angola, organisée le 23 janvier par des civils armés à Luanda, laisseraient présager un avenir cahotique en Angola. Cette perspective serait lourde de conséquences pour l'ensemble de la région et pour la crédibilité des Nations Unies et de la communauté internationale dans leur appui aux processus démocratiques sur le continent africain.

Guy Labertit

BREF... EN BREF... EN

■ **Tenant ses promesses électorales, Bill Clinton a annulé plusieurs décrets restreignant la liberté de l'avortement. Il a en outre demandé à Donna Shalala, la nouvelle secrétaire à la Santé, de réexaminer l'interdiction d'importation de la pilule abortive RU486. Un projet de loi codifiant le droit à l'IVG a été déposé au Sénat.**

■ Les experts de l'ONU ont repris, le 25 janvier, les opérations de destruction d'armes chimiques, interrompues par les menaces de Bagdad contre les vols onusiens qui avaient donné lieu à une riposte alliée aérienne (cf. "Vendredi" n°172).

■ **Poul Nyrup Rasmussen, depuis neuf mois à la tête du Parti social-démocrate danois, a fait revenir sa formation au pouvoir, après plus de dix ans de traversée du désert. Il vient de former un cabinet de centre-gauche, qui "aura plus de chance, selon lui, de convaincre les électeurs". 53% des Danois voteraient oui à Maastricht au prochain référendum qui aura lieu en mai.**

■ En Somalie, plusieurs incidents ont opposé les troupes étrangères à des bandes armées, alors que les Etats-Unis ont demandé à l'ONU de prendre le commandement de la force multinationale. La conférence de réconciliation nationale prévue pour mars s'annonce difficile.

■ **Marcel Debarge, ministre de la Coopération, de retour du Togo, où l'opposition est violemment réprimée, estime que la communauté internationale doit "faire pression" pour engager un réel processus de démocratisation. Gérard Fuchs, pour le PS, demande une intervention.**

PETITES ANNONCES ☎ 45.56.78.57

▶ EMPLOI

17301 - ***Journaliste, 36 ans, polyvalent,*** gde expérience prof., 7 ans réd. chef d'un hebdo déptal, cherche emploi resp. com. DS coll. locale ou territ., préf. dépts 87, 31, 32, 33, 46. Libre de suite. ☎ 53.07.14.29

17302 - ***J.H. 23 ans, dégagé O.M., BTS compta-gestion,*** niv. DECF, notions tableur, anglais courant, cherche poste comptable Paris/R.P. Etudie ttes propositions. ☎ 43.76.18.84 (rép.)

17303 - Je saisis vos thèses, mémoires, etc., sur Macintosh, impr. laser. ☎ 42.62.82.43

17304 - ***Français à l'étranger cherche reconversion en France.*** Diplômes IEP, doct. Eco, 9 ans exp. secteurs privé et public. Ecrire à "Vendredi" qui transmettra.

▶ VACANCES

17305 - ***Biarritz ou env.,*** militants, cherchent location (2 p.) du 20 au 27 fév., vue sur mer. ☎ (1) 43.36.51.47 (rép.)

▶ DETACHEMENT

17306 - Attaché adm. scolaire et univ., issu concours IRA, 5 ans intendant LP, également maire-adjt ville 4.500 hab., souhaite détachement, ttes coll. territ. ou adm., région Bordeaux, pour suivre conjoint dès avril 93. ☎ 35.83.14.06

▶ SWEET HOME

17107 - ***Collaboratrice "Vendredi"*** cherche appartement 2 pièces Paris / proche banlieue. ☎ 39.14.79.08 (après 20 h).

Vendredi

45.56.78.56 / 78.57

Bientôt les vacances de février... Le Club vous propose des séjours avec Vacances pour tous (Ligue française de l'enseignement).

CHAMBON-SUR-LAC (Puy-de-Dôme)

Du 13 février au 13 mars

A 865 m d'altitude, au bord du lac Chambon, dans le massif des Monts-Dore. A 6 km de la station de Chambon-des-Neiges.

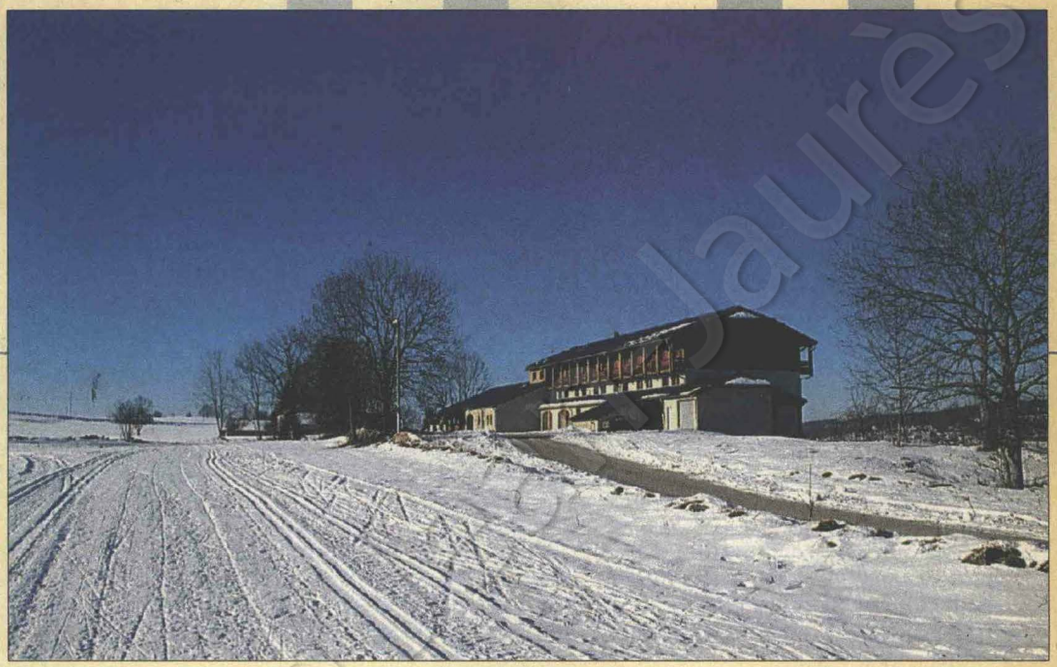
Ski de fond et ski alpin.

Prix par personne et par semaine :

Adultes et plus de 10 ans : **2.000 F**

Enfants de 2 à 10 ans : **1.300 F**

Supplément single : **200 F**



SEJOURS NEIGE

En plus de l'hébergement, de la pension complète et de l'encadrement de ski, ces prix comprennent un certain nombre d'activités et animations proposées par les centres.

Assurance annulation en option.

VAL FONCINE (Jura)

Du 13 février au 13 mars

Sur les hauts plateaux jurassiens, à proximité de la Suisse, à 1.200 m d'altitude.
Le vrai pays des amateurs du ski de fond. Avec possibilité de ski alpin (pour débutants).

Prix par personne et par semaine :

Adultes et plus de 10 ans : **2.450 F**

Enfants de 6 à 10 ans : **1.970 F**

Enfants de 4 à 6 ans : **1.685 F**

Supplément single : **490 F**

ROYAL AUBRAC (Aveyron)



Du 13 février au 6 mars

A 1.400 m d'altitude, au cœur de l'espace nordique des monts d'Aubrac.
L'espace en plus, la foule en moins...
Ski de fond et patinage sur glace.

Possibilité de ski alpin.

Prix par personne et par semaine :

Adultes et plus de 10 ans : **2.035 F**

Enfants de 2 à 10 ans : **1.610 F**

Enfants de moins de 2 ans : **1.110 F**

EGYPTE

Jusqu'au 6 mars

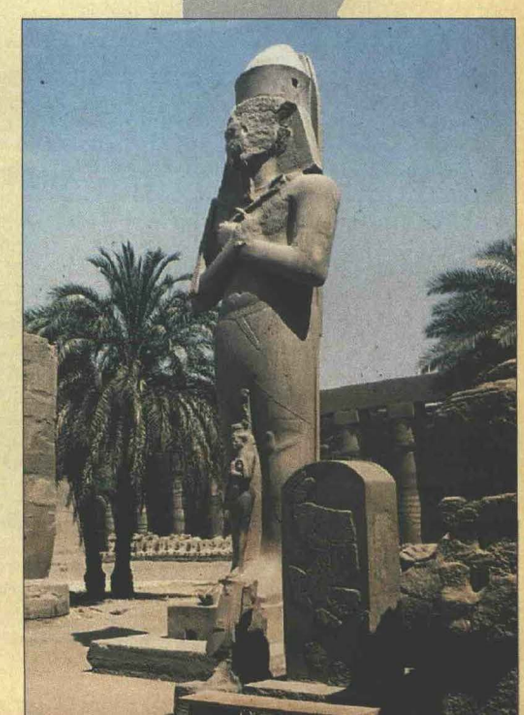
Une croisière d'une semaine au fil du Nil...
Dépaysement assuré,
pour **6.480 F** (tarif club) par personne !

Ce prix comprend :

le voyage AR, les transferts intérieurs par avion, les transferts et le transport sur place en car climatisé grand confort, le logement en hôtel 5 étoiles et bateau de luxe, les visites, les services d'un guide.

En supplément :

les spectacles en option, les suppléments obligatoires (visa : **180 F** et forfait pourboires : **100 F**), le supplément single (**1.800 F**).



Connaissance des Arts

Jean-Arthur Clotaire, baron de Petdechèvre, à son épouse restée sur ses terres

l'Ex, le Maire et l'Abbé

...

Ma douce,

Je vous contais l'autre année les chicanes, noises, chamaillis, litiges, fâcheries et détestations toujours suivis de réconciliations qui règlent les rapports ordinaires de la faction du Maire et de celle de l'Ex. Au fond, il n'existe qu'un différend entre ces deux-là, c'est à savoir que le Maire ne se console point de ne point encore avoir été président et que l'Ex ne se console point de ne plus l'être. Il semblerait, à les voir s'agiter, que leurs pauvres ambitions contrariées règlent l'essentiel des affaires de notre pays.

Il se prépare actuellement, comme vous le savez, une grande votation pour nos parlements, mais à nouveau le Maire et l'Ex ne rêvent que de présidence. Les voilà qui crient à l'envi que, si leurs factions l'emportent, le président devra partir. Ce raisonnement est si spécieux qu'il ne trompe personne et leur impatience est si grande qu'on croit parfois, comme au loup de la fable, voir pousser leurs dents.

Si je le puis, je m'en vas vous expliquer clairement leur différend. Le Maire, qui fut le premier ministre du président en 86, et qui, en 88, perdit l'élection à la présidence par trop de maladresse et de légèreté, déclare aujourd'hui qu'il ne veut point retourner dans le palais de Matignon en 93, pensant par là augmenter ses chances pour celui de l'Elysée en 95. Mais l'Ex, qui redoute de se faire ainsi dépasser par celui qui fut aussi son premier ministre en 74, prétend au palais de Matignon en 93, en espérant par là augmenter ses chances de retrouver en 95 le palais de l'Elysée, dont il fut chassé en 81, après que ses ministres mouraient comme des mouches dans le bruit assourdissant des diamants.



Comme vous le voyez, ma douce, ces gens-là se préoccupent vraiment du sort des Français. Mais, quel que soit le résultat, je gage que, le 29 mars prochain, la course vers le palais de l'Elysée va se transformer en guerre civile. La droite deviendra une nouvelle Bosnie où les chiens de chrétiens orléanistes tenteront d'écraser les chiens de Turcs bonapartistes.

Mais, pendant ce temps-là, le dépossédé de Loudun qui siège au Sénat, et l'abbé de Fréjus, dans sa vaste demeure, rêvent aussi de palais.

Pour moi, ma douce, la demeure que je préfère est votre robe à froufrous.

p.c.c. Jean Guiloineau



VIRGIL TANASE

Mémoire de scène

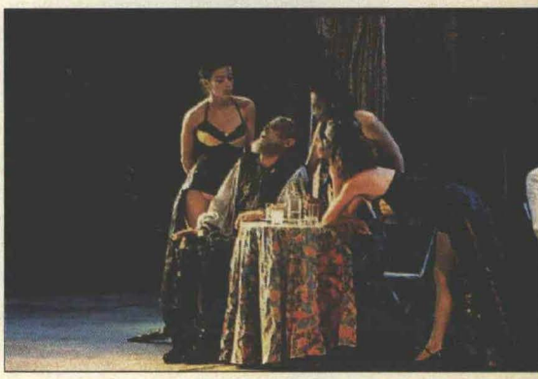
"Les Iris " et "Terra incognita " ne sont pas "des pièces mais plutôt des essais de théâtre où l'écriture et la mise en scène se mêlent profondément. Ce sont des formes ouvertes, indifférentes à la bonne règle dramaturgique. Peu ficelées mais hospitalières, elles accueillent des récits authentiques, des mensonges romanesques, des éclats de dialogues et de poèmes, des cris, des musiques et des danses. D'un fragment à l'autre, les idées passent, les situations et les personnages aussi." Dans son avant-propos aux textes de Georges Lavaudant (1), Michel Bataillon soulève une éternelle question de notre civilisation occidentale : comment garder la trace d'un spectacle ? Dans cette béance s'est insinuée, depuis plus d'un siècle, la mise en scène, travail de reconstruction d'un monde réel à partir des débris pétrifiés d'un texte, d'une écriture. Rien, mais absolument rien des séquences que l'on peut lire dans le volume qui vient d'être publié ne donne une idée d'un des spectacles les plus éblouissants que l'on a pu voir ces derniers temps, *"Terra incognita"* (2), dont Georges Lavaudant, auteur et metteur en scène, essaie d'en suggérer le sens en écrivant : "Une ville, la

Eternelle question de notre civilisation occidentale : comment garder la trace d'un spectacle ?

nuit, où s'entrecroisent la rumeur du monde et les rituels magiques, les confidences amoureuses et les ritournelles, le souvenir des morts, de nos morts inconnus ou célèbres. C'est toujours tout le théâtre qui recommence avec son bric-à-brac et ses leçons..."

Ce "bric-à-brac" c'est une formidable leçon de ce que l'on pourrait nommer "la métaphore théâtrale" : l'assemblage de deux éléments qui n'ont rien en commun, sauf la volonté d'un artiste de les éclairer l'un par l'autre. La tradition veut que les épisodes s'enchaînent selon une narration (l'unité d'action). Lavaudant procède à des voisinages d'histoires qui se tiennent, chacune, mais dont la juxtaposition produit un effet infiniment plus puissant ; les séquences se télescopent, les verrous même du temps sautent et le spectateur se retrouve en plein dans un discours émotionnel que seul le théâtre peut tenir. Pour une fois, on n'est pas au théâtre comme à la radio, pour une fois on n'a pas fait inutilement le déplacement quand une lecture aurait suffi.

Ce même souci de la métaphore dans la narration théâtrale, dans l'action, dans l'histoire même se retrouve dans le travail de Bernard Sobel qui met en scène *"Marie" (3),* une des deux pièces d'Isaac Babel (auteur soviétique d'une force exceptionnelle, né en 1894, arrêté en 1939, "disparu" en 1941 avec, paraît-il, à la bouche, ces mots : "Ils ne m'ont pas laissé finir"). Bernard Sobel, dont la curiosité et l'intelligence théâtrale sont, depuis longtemps, un des ferments importants du théâtre français, parle de "cubisme théâtral" et de "collages". Le texte de Babel est, en effet, fait d'épisodes qui se suivent avec une extrême rapidité. C'est une série de croquis, la page d'un carnet où l'on a voulu noter, dans l'urgence, l'essentiel d'une époque, d'une société dont les commencements, maintenant qu'elle s'est écroulée, apparaissent sous un jour nouveau. La mise en scène se veut "archéologique" : retrouver, sous les détritus de notre société de consommation, les élans d'un temps révolutionnaire, le pathos de personnages entraînés dans la confusion d'un immense bouleversement social et politique. Marie est le personnage dont on parle et qui n'apparaît jamais, qu'on attend et qui n'arrive pas.



▲ *"Terra incognita", au théâtre de l'Odéon.*

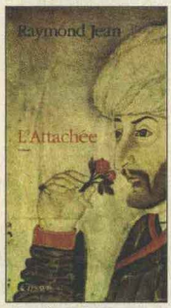
Écrit en 1933, au moment où perdurait encore le souffle du grand renouveau de l'art soviétique qui, des poèmes de Maïakovski au constructivisme des peintres révolutionnaires et au théâtre de Mayerhold, avait ouvert des chemins nouveaux, le texte de Babel offre à Bernard Sobel la chance d'un spectacle qui tranche avec nos habitudes de spectateurs. La métaphore théâtrale oblige à une lecture différente, plus inconfortable mais tellement plus essentielle, des faits artistiques proposés. La cohérence devient une obligation de sens, de signification, et elle incombe au spectateur, considéré enfin comme un être adulte, sorti de l'âge où on lui raconte des histoires.

(1) Christian Bourgois, 140 p., 60 F.
(2) Théâtre de l'Odéon → 7 février.
(3) Théâtre de Gennevilliers → 21 février.

post-scriptum



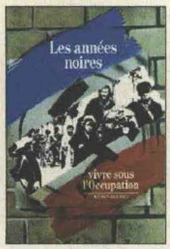
RAYMOND JEAN
"L'Attachée"



Une attachée culturelle. L'héroïne de Raymond Jean se trouve, pour son premier poste, à notre ambassade dans un pays du Moyen-Orient. Or, la jeune et capiteuse diplomate, qui dégage involontairement une violente sensualité, prépare simultanément une thèse sur "Critique de l'érographie". Du coup, elle amène avec elle une bibliothèque où "Les Onze mille verges" d'Apollinaire voisinent Sade et Boyer d'Argens. Scandale à l'ambassade, et musulmans scandalisés. Mais le véritable scandale n'est-il pas la guerre du Golfe qui éclate à ce moment-là et où Martine Martin se trouve entraînée malgré elle ?
Actes-Sud, 194 p., 98 F.

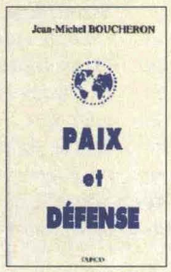


HENRRY ROUSSO
"Les Années noires"



De l'été 1940 à l'été 1944, de l'exode à la joie de la Libération, il y eut ces années de la défaite, de l'Occupation et de la collaboration. Partagées entre la résignation et la Résistance.
Dans cette collection toujours remarquable, un volume est consacré à la vie quotidienne des Français. Avec de nombreux documents photographiques et des textes souvent inédits et d'une grande éloquence laissés par des hommes et des femmes de toute condition (correspondances, journaux intimes, etc.).
Gallimard-Découvertes, 194 p., 75 F.

JEAN-MICHEL BOUCHERON
"Paix et défense"



Durant la législature qui se termine, Jean-Michel Boucheron, député d'Ille-et-Vilaine, a présidé la commission de la Défense. Pendant ce temps, l'équilibre mondial et la carte de la planète ont été bouleversés. Une révolution géostratégique dont on n'a pas fini de mesurer les effets.
Dans ce copieux ouvrage, J.-M. Boucheron pose la question de la paix. Quelles menaces existent ? Par quelles attitudes militaires, diplomatiques, industrielles y répondre ? L'humanité saura-t-elle résoudre ses nouvelles contradictions sans recours à la guerre ? En annexe : panorama des industries de la défense et description des moyens futurs.
Dunod, 770 p., 248 F.

WILLIAM GROSSIN
"La Création de l'inspection du travail"



On célèbre, ces jours-ci, le centenaire de l'inspection du travail. Ce ne fut pas rien. De 1880 à 1892, le projet de loi ne cessa de faire la navette entre la Chambre des députés et le Sénat. Quinze discussions au total, longues, âpres, souvent dilatoires. Car l'enjeu était de taille : instituer un corps qui, sous l'autorité de l'Etat, assure le contrôle de l'application des lois ouvrières dans les entreprises.
Plongée dans l'histoire sociale et dans l'histoire des idées. Le progrès social, à poursuivre inlassablement.
L'Harmattan, 258 p., 130 F.

"Le Guide de l'entrée et du séjour des étrangers en France"



Voici l'édition mise à jour de ce guide qui fait le point sur les dispositions législatives et réglementaires régissant les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Les différentes situations qui peuvent se présenter sont passées en revue : visiteur, étudiant, travailleur, demandeur d'asile ou encore au titre du regroupement familial. Conseils pratiques et adresses.
Utile aux juristes, travailleurs sociaux, membres des associations et des syndicats en contact avec les étrangers pour les aider à mieux connaître leurs droits.
La Découverte, 178 p., 75 F.



BEETHOVEN
Sonates pour piano 11 à 20



Jean-Bernard Pommier poursuit son intégrale des sonates de Beethoven dont voici le tiers médian. Un Beethoven proche, simple, humain, loin des colères que tel prince du clavier surajoute au texte. Une lecture où l'on trouvera beaucoup de force intérieure et d'intelligence.
Dans cette série de dix sonates se trouvent les n° 12 ("Marche funèbre"), grave et forte, 14 ("Clair de lune"), claire et évidente, et 18 ("La Chasse"), rythmée et fluide. La fluidité, qui est la marque même du jeu de Jean-Bernard Pommier, et que l'on se félicite de voir appliquée à ces œuvres trop souvent martelées.
Erato, 3 CD, 45812, env. 320 F.

HINDEMITH
"Kammermusik"



Que ceux qui connaissent la musique de chambre de Paul Hindemith lèvent le doigt ! Dommage ! Il est vrai que ces œuvres, du début des années 20, ne sont pour ainsi dire jamais données au concert et se trouvaient, jusqu'ici, absentes des catalogues de disques.
C'est un feu d'artifice : Hindemith veut gommer tout ce que, en un peu plus d'un siècle, la musique a eu de romantique et d'expressionniste. Ces œuvres de musique de chambre constituent un néobaroque ô combien athlétique. Rythme, humour, invention et rigueur : des "brandebourgeois" du XXe siècle sous forme de sept concertos de chambre. Brillante interprétation des solistes et du Concertgebouw, dir. R. Chailly. Pour un vif plaisir.
Decca, 2 CD, 433816, 2 h 18', env. 250 F.

LOUIS SCLAVIS SEXTET
"Ellington on the air"



L'idée est née d'une sorte de pari que le clarinettiste fit avec André Francis, programmateur du Festival jazz de Paris : jouer Ellington en sextet. Les spectateurs de la Cigale doivent en vibrer encore d'émotion. Pendant plus d'un an, la formation tourna et retourna sur scène le répertoire du Duke avant de graver ces huit morceaux dans la cire.
Le propos de Sclavis et sa bande (Pifarely, Robert, Raulin, Chevillon et Lassus) n'est pas de faire du revival bon teint mais plutôt de découvrir les aboutissants dans la musique actuelle de cette œuvre phénoménale. Un disque où l'inspiration ("Caravan") le dispute à la joie de jouer ("Bakiff").
IDA/OMD 032, 67' 41", env. 130 F.

JULIEN CLERC
"Utile"

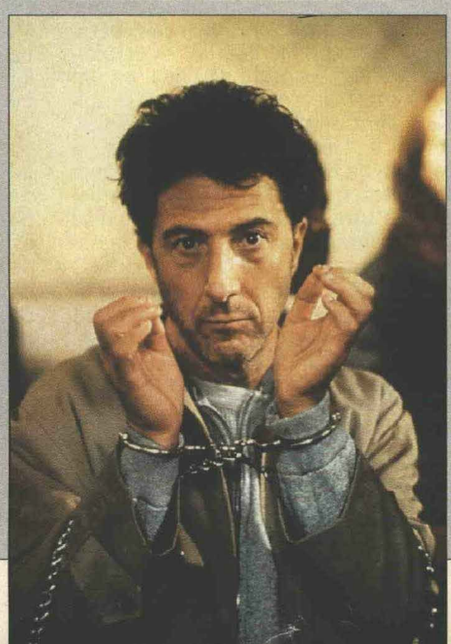


Des paroliers, il en eut, et non des moindres puisqu'aux plumes de ce bel oiseau se sont accrochés les encriers de Dabadie, Le Forestier, Gainsbourg, Mc Neil. Mais, avec "Utile", c'est le grand retour du tout premier, celui de "La Cavalerie", "Si on chantait..." C'est Roda-Gil qu'on retrouve avec ses textes tortueux, sibyllins et pourtant si clairs : "Pénurie et chômage/Enfants dans le goudron... Industries qui se meurent/La faim près de la maison... Pour chaque vers une pomme. Pour chaque honte un front... : Amazone, à la vie."
On savait que Julien Clerc avait du cœur, Roda-Gill lui redonne du corps.
Virgin 31095, 37' 23", env. 130 F.

CINEMA

"Héros malgré lui"

Du temps de La Fontaine, cela aurait été une fable. Aujourd'hui, c'est une excellente comédie burlesque. Sur l'un des plus dangereux phénomènes de société de cette fin de siècle : la médiatisation. A l'heure où l'Eglise et le marxisme ne font plus recette, le petit écran est devenu roi. Et capable de conférer la célébrité à n'importe qui, en manipulant des spectateurs toujours prêts à croire et à admirer. Dans "Héros malgré lui", ce sont les milieux de la télévision américaine qui sont stigmatisés. Mais nous avons, nous aussi, notre "Nuit des héros".
Bernie Laplante (Dustin Hoffman), arnaqueur à la petite semaine, poussé par une force mystérieuse, sauve d'un accident d'avion Gale (Geena Davis), la journaliste vedette d'une chaîne de télé, véritable reine du coup médiatique. Comme Bernie a, dans le même temps, volé son sac, il disparaît. Gale le recherche et en fait un héros. John Bubber (Andy Garcia) se présente à sa place.



Un rôle taillé sur mesure pour Dustin Hoffman, ce Bernie, tocard qui porte sur ses épaules toute la misère du monde, père indigne, égoïste, mythomane, toujours un pied en prison. Tout à fait dans la lignée du Ratso de "Macadam cow-boy" ou du psychopathe de "Rainman".
Après une peinture plutôt acerbe de la société britannique dans "My Beautiful Laundrette" et "Prick up", puis des mœurs dissolues de la noblesse dans "Les Liaisons dangereuses", c'est à certaines vedettes sans scrupule de l'information, aux champions de la course à l'audience, qu'il s'en prend. C'est mené tambour battant, aprés un démarrage un peu lent. C'est drôle, caustique, avec quelques morceaux d'anthologie. On pense à Frank Capra.

C.P.

◀ *Dustin Hoffman.*

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique) avec
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)

PHILIPPE BRETON

L'important est de "communiquer". C'est le leitmotiv de notre époque. Au risque de confondre information et connaissance. Au risque d'engendrer, estime le sociologue Philippe Breton (1), des hommes sans intériorité.

Vivons-nous dans une société de communication ?
Les hommes ont toujours utilisé les techniques de communication. Mais l'idée qu'une société puisse être centrée autour de la communication est apparue dans les années 40. Un groupe de scientifiques, parmi lesquels le mathématicien Norbert Wiener, estiment alors qu'ils ont à proposer un modèle de société construit autour de l'information et de la communication. C'est aussi le début de la crise des grandes idéologies. C'est au moment où la société se croyait la plus civilisée que les plus grands actes de barbarie étaient commis. L'idée que la culture, l'éducation ne protègent pas contre la barbarie va être à l'origine d'une crise des valeurs. Plus la guerre froide desserre son étau, plus l'utopie de la communication va s'imposer en remplissant un vide idéologique. S'y ajoute l'accumulation de techniques de communication -de la radio à l'informatique- identifiées à la modernité, à une valeur positive.

L'argument essentiel de l'utopie de la communication comme réponse à la barbarie, c'est la transparence...
Pour Norbert Wiener, la société tend naturellement vers le désordre. En 1940, il estime qu'elle est en train de s'effondrer. Deux valeurs émergent : la transparence et la rationalité. Wiener prône la transparence en opposition au secret qui rend possible le meurtre de masse. L'information génère de l'ordre. Un homme informé peut prendre des décisions sur une base rationnelle, lutter contre les rumeurs, il est un homme adulte. Quand l'information circule, la société est vivante, ouverte et elle peut progresser. Cela donne une légitimité aux médias : rien ne doit s'opposer au regard du journaliste, il doit pouvoir tout montrer à tout le monde, tout le temps.

La société de communication ne supporte pas la négation ni la critique, dites-vous.
L'objectif de cette société est l'harmonie. Elle fait l'apologie du consensus. Dans les formations à la communication, on apprend aux gens à se mettre d'accord, à trouver un langage commun, sinon on considère que l'on ne se comprend pas. Pour atteindre le consensus, il est obligatoire d'évacuer les conflits, de niveler les différences. Cela génère des frustrations dans l'opinion, car les conflits, les inégalités sont biens réels. Ainsi, on évoque l'Europe des peuples : on va ouvrir les frontières, on va communiquer avec les Allemands, les Belges... C'est une communication sans contenu. Or, les différences existent et les régionalismes s'affirment.



Ne pas confondre information et connaissance : il est possible d'être parfaitement informé d'une situation sans avoir les clefs pour la comprendre.

Pour vous, la transparence est une recherche vaine, car l'essentiel nous échappe.
L'idéal absolu de la transparence devient un idéal totalitaire puisque tout, y compris la sphère privée, peut être l'objet du regard social. L'espace privé recule. Les nouveaux territoires de la télévision correspondent à la représentation médiatique d'éléments appartenant à la vie privée. Un autre effet pervers est la confusion entre information et connaissance. Il est possible d'être parfaitement informé d'une situation sans avoir les clefs pour la comprendre.
Il ne faut pas reprocher aux journalistes de ne pas donner de la connaissance. Ce n'est pas le rôle des médias qui est en cause, mais la place sociale qu'on leur donne : on leur demande, au journal télévisé, de tout dire sur sept ou huit thèmes, chacun d'une grande complexité. Mais beaucoup de journalistes sentent un malaise, lié à la perte de crédibilité du message médiatique. C'est positif si la société réussit à recomposer d'autres moyens de circulation de l'information, de la connaissance, de la transmission du savoir et de l'expérience. C'est inquiétant si cela crédibilise des gens qui affirment dire la vérité contre les médias : c'est le discours central de l'extrême droite.

A la société de communication correspond l'homo communicans. Comment est-il ?
L'homme idéal, dans la société du Moyen Age, est un mystique, un homme tourné vers l'intérieur, qui refuse les contacts sociaux. Celui-là est un saint, il a une place centrale dans la société. Le mystique, aujourd'hui, est clochard, car la qualité est de savoir argumenter, persuader, convaincre. Cela génère des inégalités et repartage le monde. Selon Wiener, l'homo communicans n'est rien de plus qu'un être qui traite de l'information. Il est tout entier compris, inclus dans sa capacité à communiquer et il faut qu'il se reconnaisse comme tel pour être pleinement un homme. Un homme qui réagit aux réactions, gère son image et se réduit à la façade. Certains mettent en œuvre cet idéal d'une facon systématique. Ils ont une représentation de leurs relations en termes de communication : quel est mon objectif avec vous, comment vais-je y parvenir ? Ils vivent dans le besoin permanent d'information et supportent très mal le silence. Cela peut générer des pathologies spécifiques, une situation affective difficile. La communication est valorisée à un point que, pour répondre à ce type d'angoisse, on propose des stages de communication. C'est l'idée que, si vous n'allez pas bien, c'est que vous communiquez mal.

De même, en politique, on dit parfois que ce n'est pas la décision qui est mauvaise, mais sa communication.
Comme les questions politiques sont conflictuelles, on les réduit à une question de communication et on les confie aux gens de communication. Il y a un processus de substitution de la communication au politique. C'est le reflux du politique qui lui a laissé une place. S'y sont engouffrés des intellectuels qui ont confondu communication, nouvelles technologies et modernité. Derrière cette utopie de la communication, on trouve presque l'utopie de l'amour : tout le monde s'aime, tout le monde est pareil. C'est une perspective un peu fusionnelle -on est des hommes, des femmes, et on se fond dans Un- qui peut conduire au pire des effets pervers : le refus des différences.

Propos recueillis par Maryline Trassard

"L'Utopie de la communication", La Découverte, 1992.

Vendredi

Vendredi idées

"Vendredi" l'hebdo

Abonnement 1 an : 270 F

DOM-TOM / CE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F
Soutien : ☐ F

"Vendredi" l'hebdo + "Vendredi idées"

Abonnement 1 an : 350 F

DOM-TOM / CE : 500 F
Autres pays : 700 F
Institutions : 700 F
Soutien : ☐ F

RAISON DE + POUR S'ABONNER !

C'EST DECIDE, JE M'ABONNE !

À RENVOYER À : "VENDREDI", SERVICE LECTEURS, 10 RUE DE SOLFERINO, 75333 PARIS CEDEX 07, ACCOMPAGNÉ, EVENTUELLEMENT, DU MONTANT DES ABONNEMENTS. CHÈQUE À L'ORDRE DE "VENDREDI". MERCI DE PENSER À JOINDRE VOTRE BANDE ADRESSE.

Nom .....Prénom .....Adresse .....

.....Code postal .....Ville .....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

☐ *Veuillez abonner de ma part ou*
☐ *Veuillez envoyer "Vendredi" gratuitement pendant quelques semaines*

Nom .....
Prénom.....
Adresse.....
.....
.....
Code postal.....
Ville.....

Solidarités Images